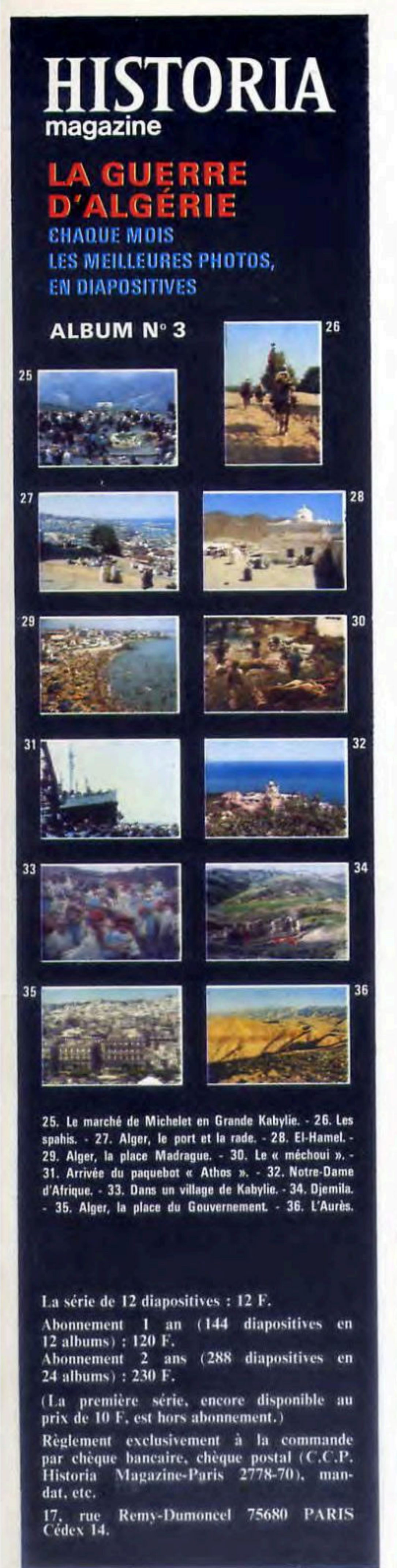


NOUVELLE ÉQUIPE : CHALLE - DELOUVRIER





DE GAULLE, PREMIER PRÉSIDENT DE LA V[e] RÉPUBLIQUE

Jean FONTUGNE

LE 8 janvier 1959, le général de Gaulle assume officiellement ses fonctions de président de la République et de la Communauté. Il les conservera plus de dix ans tout en assurant, par personne interposée, la direction du gouvernement.

Tous les pouvoirs sont maintenant entre ses mains, après la mise en place des institutions de la V[e] République, pour redresser la situation financière, régler le problème algérien et celui des douze pays de la Communauté, se consacrer enfin à la politique de grandeur qui doit être, pense-t-il, celle de la France. Il ne trouvera qu'une faible opposition qui n'aura pas, de longtemps, les moyens de retarder la réalisation de ses projets.

La nomination de Michel Debré comme premier ministre entraînera quelques démissions. Mais l'Assemblée nationale, dans sa grande majorité élue sur le nom du général de Gaulle, acceptera la politique présidentielle. De son côté, la classe ouvrière, malgré quelques grèves dans le Nord, restera sourde aux surenchères de certains dirigeants syndicalistes.

L'armée française, engagée en majeure partie en Algérie, sera, certes, quelque peu étonnée des premières mesures de clémence du président de la République, mais n'en poursuivra pas moins avec succès les opérations de pacification sous les ordres du général Challe. Dans le même temps, Delouvrier s'attache à la réalisation du plan de Constantine.

Comme le soulignait l'Année politique *en cette fin de janvier 1959, « en face de partis qui ne font aucun effort de renouvellement, d'une opinion publique indécise, d'une presse neutralisée par le gouvernement [...], la « dictature morale » et l'arbitrage du général de Gaulle ont toutes chances de s'exercer encore comme ils l'ont fait depuis le mois de juin 1958 ».*

Janvier 1959 sera marqué, sur le plan international, par une brusque tension, en Extrême-Orient, entre les États-Unis et la Chine; celle-ci adressera à Washington quarante-sept avertissements contre les actes de provocation de la marine américaine au large des côtes chinoises. En outre, le dossier du Proche-Orient revient à l'ordre du jour avec la multiplication des incidents entre Israël et les pays arabes. Ils provoqueront une fois encore l'intervention, sans résultats, des Nations unies.

J. F.

Sommaire n° 63 - Historia magazine n° 273



Chez les Africains, le prestige de De Gaulle est immense. Certes, il y a eu le *non* de la Guinée. Mais ce n'était qu'une péripétie. En 1959, il deviendra président de la Communauté.

LE F.L.N. DIT NON A LA PAIX

Entre l'arrivée au pouvoir de De Gaulle et le spectaculaire discours du général sur le droit à l'autodétermination des Algériens, toute l'histoire de la guerre d'Algérie est hypothéquée par l'épisode de la « paix des braves » offerte par le président français aux combattants algériens et rejetée par le G.P.R.A. L'attitude négative qu'adoptera, finalement, le F.L.N.

les leaders algériens craignent que les Français ne les poussen

face à cette proposition s'explique par des considérations politico-psychologiques fondamentales (depuis l'arraisonnement, à la veille de pourparlers sur l'édification d'une confédération franco-maghrébine, de l'avion transportant Ben Bella et ses compagnons, les Algériens sont devenus extrêmement méfiants, prompts à flairer le piège derrière toute initiative émanant des autorités françaises), mais aussi par les conditions mêmes dans lesquelles s'est déroulé, entre de Gaulle et ses interlocuteurs algériens, un dialogue confidentiel qui a été celui des demi-promesses, différemment interprétées, des engagements conditionnels, et, finalement, des malentendus et d'une grande occasion manquée. On ne peut pas comprendre la situation de rupture, d'ailleurs relative, qui s'établit, à partir de novembre, entre le gouvernement français et le G.P.R.A., si l'on ne connaît pas la substance de cette histoire secrète – une histoire qui, aujourd'hui encore, n'est connue que de quelques initiés, et que nous nous proposons de retracer ici.

Tesseyre/Paris-Match



Letellier/Paris-Match



Georges Pompidou *(à gauche)*, directeur de cabinet du général de Gaulle. C'est lui qui rédigera le texte de ce que l'on appellera par la suite le « document Pompidou ». *A droite*, Guy Mollet, ministre d'État, et Robert Lacoste.

Le pèlerin de Montreux

Tout commence au début de juin, lorsque de Gaulle convoque Abderrahmane Farès, qui, en principe, vit retiré de la politique, à Paris, dans son appartement du 269, avenue Daumesnil, mais qui continue à recevoir beaucoup de visites. Le notaire de Koléa avait refusé, sur le conseil du F.L.N., le poste de ministre d'État que le président français lui avait offert, sur le conseil de Guy Mollet, mais il ne refuse pas la « mission permanente » que lui propose, cette fois, le général : établir et développer, sous le contrôle de son directeur de cabinet, Georges Pompidou, et de son secrétaire d'État aux Affaires algériennes, René Brouillet, le contact avec la direction du F.L.N. pour l'amener à déposer les armes en échange de « substantielles concessions ». Farès accepte d'autant plus volontiers qu'il adhère pleinement, pour sa part, à la vision gaullienne du destin futur de l'Algérie : un État autonome qui entrerait d'abord dans la Communauté franco-africaine (dont l'article 76 reconnaît à chacun des membres le droit de réclamer éventuellement son indépendance) et qui pourrait ensuite s'associer avec la Tunisie et le Maroc en même temps qu'avec la France.

Le 18 août, l'ancien président de l'Assemblée algérienne, qui a été reçu par de Gaulle, en présence de Georges Pompidou, rencontre en grand secret à Montreux, Ferhat Abbas, qui séjourne dans cette ville suisse, pour lui dire que le président du gouvernement français est disposé à « entamer avec la rébellion des pourparlers sérieux ». Le responsable des services d'information du C.C.E. lui répond que, d'accord avec la majorité des membres de la direction du F.L.N., il est prêt, pour sa part, à « n'importe quelle sorte de conversation dans un endroit neutre ».

De retour à Paris, Farès fait part de cet entretien à trois ministres français – Mollet, Michelet et Buron – et à Brouillet, qui, de son côté, a envoyé en Italie l'écrivain Jean Amrouche – Algérien et gaulliste –, pour sonder les intentions des représentants du F.L.N. qu'il pourra rencontrer. Brouillet rédige un rapport qu'il remet à de Gaulle, le 20 août, à la veille du départ du général pour l'Afrique noire.

L'aggravation de la répression anti-algérienne en France (l'A.G.T.A. est dissoute le 20 août) favorise cependant, au sein du C.C.E., qui se réunit à Tunis, le clan des intransigeants. L'instance suprême du F.L.N. décide de « porter la guerre en France » et mandate Boussouf pour donner à *France Observateur* une interview dans laquelle le responsable des liaisons et communications déclare notamment : « Jusqu'à présent, les Français n'ont pas fait d'ouverture sérieuse. On veut nous pousser à tomber dans un piège. » Ferhat Abbas, dans ce contexte, évite le contact avec Farès qui, le 31 août, deux jours après que de Gaulle fut rentré d'Afrique, cherche à le voir à Montreux. L'émissaire ne rencontre que le délégué du Croissant-Rouge algérien en Suisse, le Dr Benthami, qui lui dit : « Nous voulons un document officiel. »

Le « document Pompidou »

A Paris, on imagine alors un subterfuge : Brouillet adressera une lettre à Farès, et Farès recevra une lettre d'Abbas, de manière que chaque interlocuteur connaisse la pensée écrite de l'autre partie, mais sans que l'on puisse parler encore de négociation. Le 11 septembre, à Montreux, Farès remet ainsi à Abbas une lettre dans laquelle Brouillet lui fait savoir qu'il serait heureux de rencontrer le leader F.L.N. à Paris. Abbas répond – dans une lettre à Farès – qu'un entretien de ce genre devrait être précédé d'une rencontre dans un pays neutre entre lui-même et

Gaston Palewski, ▶ gaulliste de haut rang, grand ami de Jacques Soustelle. En 1958, en tant qu'ambassadeur de France à Rome, il proteste avec vigueur auprès des autorités italiennes contre la présence de l'avocat Ahmed Boumendjel à Florence. Boumendjel s'y était rendu pour le « colloque méditerranéen » organisé par *Études méditerranéennes.*



tomber dans un piège

De Gaulle, au cours d'une de ses tournées en Afrique ▶ noire. François de La Grange, alors jeune journaliste, lui tend le micro. Le succès remporté par de Gaulle lors du référendum se renouvellera lors de l'élection présidentielle, en décembre 1958. Il recueillera dans les territoires d'outre-mer 81,97 % des voix.

Vital/Paris-Match

Krim Belkacem, d'une part, et, de l'autre, deux ministres français, par exemple Pinay et Michelet.

De Gaulle, qui reçoit Farès rapidement, le 14 septembre, pour prendre connaissance de la lettre d'Abbas, envisage d'abord favorablement la rencontre à quatre qui lui est suggérée (on parle même d'une date et d'un lieu – Barcelone) mais, finalement, il se ravise. Il aime mieux faire parvenir à Farès, « pour le transmettre à qui vous savez », un texte définissant ses positions.

C'est Georges Pompidou qui rédige ce texte – qu'on appelle dès lors le « document Pompidou » – et qui le remet à Farès le 17 septembre. Il est dit, dans ce message, que si une délégation du F.L.N. se rendait à Paris pour débattre des conditions d'un éventuel cessez-le-feu, toutes garanties lui seraient données quant à sa sécurité et toutes facilités lui seraient accordées pour son voyage aller et retour. Georges Pompidou précise, dans ses commentaires, que le débat, s'il avait lieu, serait essentiellement militaire, mais que d'autres problèmes pourraient être abordés. Il ajoute que le F.L.N. pourrait déjà créer « un climat de confiance » en ne s'opposant pas, en Algérie, à la consultation référendaire du 28 septembre.

Abbas, qui reçoit une fois de plus Farès à Montreux, en présence d'Amrouche, accueille avec une certaine réserve le « document Pompidou » et insiste pour « une rencontre à un haut niveau en terrain neutre ». Il se montre d'autant plus prudent qu'il espère bien prendre la tête du « gouvernement provisoire de la République algérienne » qui va se constituer au Caire, et il invite les deux envoyés spéciaux du général à le rejoindre dans la capitale égyptienne pour discuter aussi avec ses futurs collègues.

Farès et Amrouche ont effectivement ces conversations au Caire, lorsque le G.P.R.A. se forme et qu'il consacre une bonne partie de ses premières délibérations à l'examen de l'offre de De Gaulle. Celle-ci est jugée « dangereuse sur le plan de la sécurité et inadmissible sur le plan politique ». Le G.P.R.A. la rejette donc, en même temps qu'il prend fermement position contre le référendum du 28 septembre. Il se garde bien, cependant, de couper les ponts et fait même deux sérieux pas en avant en direction de Paris. Renonçant à faire de la reconnaissance de l'indépendance algérienne le préalable de pourparlers, il affirme, dans sa déclaration solennelle du 26 septembre, qu'il est, quant à lui, « prêt à la négociation », et que « pour ce faire, il est prêt, à tout moment, à rencontrer les représentants du gouvernement français ». Il décide, d'autre part, d'annuler sa directive d'août sur « la guerre en France » (les attentats, effectivement, se feront de plus en plus rares, puis cesseront dans la première quinzaine d'octobre).

Reste à savoir comment ces concessions vont être reçues à Paris. Pour cela, de nombreux contacts sont nécessaires. René Brouillet et Jean Amrouche ont l'idée de profiter du « Colloque méditerranéen » de Florence, organisé, du 4 au 6 octobre, par l'ancien maire de cette ville et l'équipe rédactionnelle de la revue *Études méditerranéennes*, pour ménager, à la veille de cette rencontre, un entretien discret entre deux invités : le ministre français des Travaux publics, Robert Buron, et le directeur de l'information au ministère de l'Information du G.P.R.A., Ahmed Boumendjel. Ce dernier arrive effectivement à Florence avant que s'ouvre, dans la salle des ▶

Potier/Paris-Match







Cette charmante demeure aux balcons de bois *(à gauche)* est la résidence de Ferhat Abbas à Montreux. Après Voltaire et Lénine, la Suisse accueille un nouvel exilé. C'est en Suisse qu'auront lieu les entretiens secrets entre Abderrahmane Farès et Ferhat Abbas *(en bas)*. Le leader algérien *(à droite)* fera de nombreuses déclarations assurant que le F.L.N. est prêt à entrer en pourparlers avec le gouvernement français, mais rejettera brutalement l'appel à la « paix des braves » lancé par de Gaulle. Le F.L.N. s'efforcera d'atténuer les termes de son communiqué par des commentaires nuancés.

Genoud

entre les deux parties, de graves malentendus



Y. Debraine/Paris-Match

Cinq-Cents du Palazzo Vecchio, le colloque que préside le prince héritier du Maroc, Moulay Hassan. Mais la droite de l'équipe gouvernementale gaulliste fait échouer l'opération prévue : le ministre de l'Information, Jacques Soustelle, se sert des services qu'il contrôle pour mener grand tapage autour de la présence de Boumendjel à Florence, l'ambassadeur de France à Rome, Gaston Palewski, proteste auprès des autorités italiennes, et ce petit scandale oblige Buron à renoncer à son projet.

Jean Amrouche, en revanche, a assisté aux débats sur les problèmes méditerranéens: il a longuement discuté avec Boumendjel et il peut faire son compte rendu à de Gaulle. Farès assiste à l'entretien et les deux hommes soulignent à quel point le G.P.R.A. est opposé à l'idée que son président puisse se rendre à Paris pour y voir de Gaulle, alors que ce dernier n'offre rien en échange du « geste humiliant » qu'il réclame.

« Ce n'est pas tout à fait vrai, rétorque de Gaulle. J'offre quelque chose : je fais organiser les élections en Algérie dans des conditions telles que le F.L.N. pourrait, s'il le voulait, cautionner indirectement des candidats et sans doute en faire élire un grand nombre. Comme c'est avec ces élus que je compte discuter du destin futur de l'Algérie, il pourrait ainsi entrer dans le jeu politique. »

Cette suggestion, bientôt transmise, est jugée intéressante par Ferhat Abbas qui n'abandonne pas pour autant son idée de rencontre entre ministres français et ministres algériens en terrain neutre. Une occasion se présente justement, explique-t-il à son correspondant. Le pape Pie XII vient de mourir. Pourquoi le ministre Michelet, désigné comme chef de la délégation française aux obsèques du souverain pontife, ne profiterait-il pas de ce déplacement pour conférer secrètement avec moi? De Gaulle, d'abord intéressé par ce projet, finit par le rejeter. Seul Farès est mandaté pour rencontrer une fois de plus Ferhat Abbas et le « décider, coûte que coûte, à se rendre à Paris ».

L'envoyé du général se rend à Montreux, mais pour y apprendre que le président du G.P.R.A., croyant trouver à Rome des ministres français décidés à le contacter, est parti pour la capitale italienne. Un autre contretemps s'ajoute à ce quiproquo : Gaston Palewski, qui ignore tout des tractations en cours avec le F.L.N., intervient auprès des autorités italiennes pour demander – et obtenir – que le droit d'entrée soit refusé à Abbas. Celui-ci est retenu vingt-quatre heures sur l'aérodrome de Ciampino, et c'est là que Farès ira le trouver. L'entretien est particulièrement fructueux. Abbas n'exclut pas en effet l'idée qu'une délégation du F.L.N. composée de lui-même, de Belkacem Krim et du Dr Lamine Debaghine, « dont il faudrait, dit-il, vaincre les ultimes réticences », se rende à Paris – à condition qu'elle puisse préciser, dans un communiqué publié avant son départ, que « les ministres du G.P.R.A. répondent à une invitation du général de Gaulle » et que tous les sujets puissent



Y. Debraine/Paris-Match

être abordés, à Paris, avec le président français.

Au même moment, Krim Belkacem tient, à Tunis, le même langage à Jean Amrouche. Il faut dire qu'Amrouche, désireux de réussir coûte que coûte dans sa mission, a, tout comme Farès, un peu forcé la note en présentant sous des couleurs idylliques la politique algérienne du général. En sens inverse, Farès et lui, lorsqu'ils reverront, à Paris, leurs interlocuteurs français, donneront un léger coup de pouce à la présentation des faits en montrant comme acquise la prochaine arrivée de la « mission du G.P.R.A. à Paris », alors que l'acceptation d'Abbas et de Krim n'a été que conditionnelle.

Dans un contexte où règnent bien des équivoques, Ferhat Abbas multiplie désormais les initiatives publiques pour faire savoir que le G.P.R.A. a vraiment abandonné le « préalable » de la reconnaissance de l'indépendance algérienne et qu'il accorde un préjugé très favorable au président français. Il se fait interviewer par *El-Moudjahid* pour affirmer que « le G.P.R.A. est disposé à une rencontre entre ses délégués et ceux du gouvernement français pour déterminer les conditions politiques et militaires d'un cessez-le-feu. La rencontre pourrait avoir lieu à bref délai ».

Trois jours plus tard, dans une interview accordée à Artur Rosenberg, correspondant à Paris du quotidien chrétien-démocrate de Berlin-Ouest, *Der Tag*, qui a déjà eu l'occasion de transmettre des « messages verbaux » des ministres algériens au président français, l'ancien député de Sétif se fait plus conciliant encore : « Nous sommes d'accord pour n'importe quelle sorte de conversations. Le cadre des négociations peut être resserré ou élargi. » L'habituelle référence à la rencontre de représentants des deux parties en « terrain neutre » n'apparaît plus que sous la forme d'une préférence, mais non pas d'une exigence algérienne. Ferhat Abbas, enfin, décerne au président français de flatteuses louanges : « De Gaulle est un grand patriote et un homme de bonne volonté. »

Une crise diplomatique

Bref, c'est l'euphorie, mais l'euphorie sur la base de l'illusion. Un homme politique maghrébin, très engagé lui aussi dans diverses tentatives pour rapprocher, « au colloque de Florence ou d'ailleurs », le point de vue français et le point de vue algérien, est le seul à mesurer l'ampleur des malentendus qui sont en train de se développer entre les deux parties. Il s'agit du président de l'Assemblée consultative marocaine, Mehdi Ben Barka, qui, reçu pendant quarante minutes par de Gaulle lors d'un de ses passages à Paris, enregistre avec inquiétude le jugement sévère du président français sur « ces dirigeants F.L.N. qui croient que la possession de mitraillettes et de fusils leur donne automatiquement le droit de venir parler politique avec lui ».

Ben Barka fait part de cette impression aux deux représentants algériens (Ahmed Francis et Ahmed Boumendjel) qu'il rencontre à Rabat, à la réunion du secrétariat permanent du Maghreb arabe. Le contexte international, et notamment interarabe, empêche cependant le G.P.R.A. de faire un pas de plus, si mince soit-il. Une crise diplomatique vient en effet d'éclater entre l'Égypte et la Tunisie. Nasser, qui incite la Ligue arabe à verser une importante aide financière au F.L.N., reproche à Bourguiba son « pro-occidentalisme » et son « gaullisme », et le G.P.R.A., même s'il refuse de prendre parti dans la querelle entre Tunis et Le Caire, ne peut pas se désolidariser trop ostensiblement des Égyptiens. De fait, Ferhat Abbas, interrogé, le 17 octobre, à son arrivée au Caire, par la très officielle Agence d'information du Moyen-Orient, durcit ses positions lorsqu'il évoque une éventuelle négociation avec la France.

Cette poussée d'intransigeance irrite fort de Gaulle, et Farès, qui rencontre une dernière fois le général avant de prendre l'avion du Caire, commet la lourde erreur de sous-estimer cette réaction. Lorsqu'il rencontre Ferhat Abbas, le 20 octobre, au Caire, il consigne, par écrit, les points de divergence entre la position française et la position algérienne *(de Gaulle déclare très fermement que la discussion sur le cessez-le-feu entre les deux parties doit être « essentiellement militaire »)*, mais il insiste surtout sur les convergences : le président français accepte que deux ou trois ministres algériens se rendent à Paris pour le rencontrer et qu'ils publient, avant leur départ, un communiqué précisant qu'ils effectuent ce voyage « sur invitation du général de Gaulle ». Il accepte aussi que la conversation soit « très libre » et, selon l'interprétation — en vérité, fausse — de Farès, c'est dans le cadre de ce « libre entretien » que la question des garanties politiques d'un cessez-le-feu pourrait être évoquée. En ce qui concerne les questions de procédure et de l'organisation de la phase finale du dialogue, un accord très précis est passé entre l'émissaire de Paris et Ferhat Abbas : le G.P.R.A. devrait se réunir le 24 octobre, annoncer qu'un dialogue officieux avec le président français a été entamé et exprimer l'espoir que ce dialogue puisse se concrétiser dans le délai le plus bref. De Gaulle pourrait alors saisir la perche qui lui serait ainsi tendue.

Au Caire, Ferhat Abbas « prépare le terrain » en multipliant, le 22 octobre, interviews et déclarations (au correspondant de l'Agence télégraphique hongroise, au correspondant du quotidien yougoslave *Borba*, à un journaliste du *Daily Mail*, à la radio du Caire) pour ▶

Keystone



Keystone



Buron *(à gauche)*, ministre des Travaux publics, et Brouillet, secrétaire d'État aux Affaires algériennes.

"que vienne la paix des braves et je suis sûr que les haines iront en s'effaçant"



L'église de Koléa, petite ville située sur le revers des collines du Sahel. Abderrahmane Farès y fut notaire.



Au 269, avenue Daumesnil, à Paris, vit Abderrahmane Farès, retiré, en principe, de la politique.



Le Palazzo Vecchio, à Florence. Sur cette jolie petite place le moine Savonarole fut brûlé en 1498.

dire que le G.P.R.A. est prêt à négocier un cessez-le-feu, puis un traité de paix et que, pour créer un climat favorable, il va libérer tous les prisonniers de guerre français faits par l'A.L.N.

A Paris, Farès, résolument optimiste, affirme à de Gaulle, en cette même journée du 22 octobre, que le G.P.R.A., renonçant à tout préalable, est prêt à envoyer à Paris trois de ses ministres : Ferhat Abbas, Krim Belkacem et Lamine Debaghine. Le président français annonce qu'il va envoyer Pompidou à Tunis « pour s'occuper de l'aspect pratique de l'affaire » et les services de la présidence retiennent « à tout hasard » trois chambres à l'hôtel Crillon. De Gaulle termine l'entretien en déclarant à Farès : « Maintenant, c'est à moi de jouer. Je parlerai dès demain. »

La fin des illusions

De Gaulle commence ainsi par bouleverser la chronologie qui avait été suggérée, au Caire, par Abbas. Au lieu d'attendre la réunion du G.P.R.A. annoncée pour le 24 octobre, il prend de vitesse les ministres algériens. S'il tient à s'assurer l'initiative des opérations, c'est qu'il veut manœuvrer en tenant compte du G.P.R.A., mais aussi des chefs militaires d'Alger. Des rumeurs ont en effet commencé à circuler, dans les milieux politiques, à propos des tractations secrètes Farès-Abbas et le général Salan a employé des termes assez vifs pour demander des explications. Pour le rassurer, de Gaulle lui a indiqué que « des délégués de l'organisation Ferhat Abbas » pourraient venir en France mais qu' « ils ne seront admis qu'à parler d'un cessez-le-feu ».

Le 23 octobre au matin, le général, selon son habitude, prépare ses projets de réponse aux questions les plus importantes qui vont lui être inéluctablement posées au cours de sa conférence de presse de l'après-midi; il rédige avec un soin particulier le passage sur son offre de « paix des braves » lancée aux combattants du F.L.N. Les termes les plus précis, les plus techniques même, sont employés pour indiquer – conformément à la promesse faite à Salan – que d'éventuels entretiens avec des représentants de la rébellion ne pourront se situer que dans un cadre exclusivement militaire. Les chefs de l'A.L.N. sont invités à prendre contact avec le commandement français. Comment? « La vieille sagesse guerrière utilise depuis très longtemps, quand on veut que se taisent les armes, le drapeau blanc des parlementaires. » Quant aux leaders politiques, aux délégués du



Krim va rendre visite à Ferhat Abbas dans la résidence que Bourguiba a mise à sa disposition à Tunis.





A gauche : l'écrivain algérien Jean Amrouche. *A droite :* Farès, en mission permanente pour le général.

F.L.N. « qui seraient désignés pour venir régler avec l'autorité la fin des hostilités », ils n'auraient qu'à « s'adresser à l'ambassade de France à Tunis ou à Rabat » et « l'une ou l'autre assurerait leur transport vers la métropole ».

Le général emploie effectivement ces formules lorsqu'à 15 h 30 l'un des trois cents journalistes présents à la conférence de presse lui pose la question attendue sur l'Algérie. Il évoque aussi les solutions futures qu'il envisage : un ensemble franco-algérien, « complété par le Sahara » qui « se liera, pour le progrès commun, avec les États libres du Maroc et de la Tunisie ». Comme cette vision est celle-là même qu'il a fait connaître à Abbas, par l'intermédiaire de Farès, il estime qu'il s'engage publiquement dans le sens qu'il a indiqué, et que le G.P.R.A. devrait apprécier positivement cette attitude.

Il fait preuve, en fait, d'une méconnaissance totale de la psychologie des leaders algériens. Ceux-ci ne prêteront guère attention aux perspectives lointaines tracées par le général, mais ils se braqueront contre la proposition immédiate qui leur est faite : arborer « le drapeau



Mehdi Ben Barka, en discussion avec Ferhat Abbas et les délégués algériens qui se rendent à la conférence de Tanger, au mois d'avril 1958, par le chemin des écoliers. Pour gagner Tanger, ils devront passer par Tripoli.

blanc des parlementaires », symbole, à leurs yeux, d'une humiliante reddition. Lorsque les ministres du G.P.R.A. (à l'exception de Yazid, en mission à l'O.N.U.) se réunissent, le 23 octobre, au Caire, au domicile personnel de Ferhat Abbas, pour écouter, à la radio, la conférence de presse du général, leur réaction unanime est celle de la dignité blessée. C'est la fin des illusions. La déception est d'autant plus vive que les espoirs ont été plus grands et elle s'exprime en termes violents.

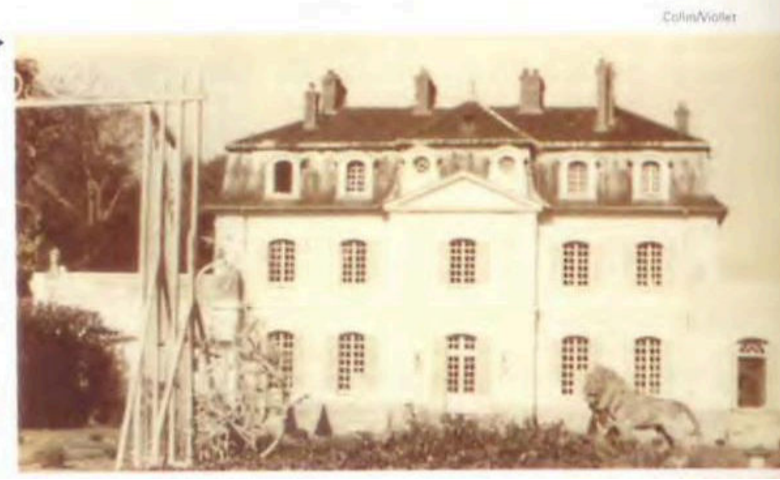
Les réactions émotionnelles sont à peine un peu moins vives lorsque, le 24 octobre, le G.P.R.A. se réunit – officiellement, cette fois – dans son local du quartier de Garden City pour élaborer une réponse à de Gaulle. Les ministres discutent très longuement de la distinction établie par le général entre les dirigeants locaux des maquis et ceux de l' « organisation extérieure de la rébellion ». Ils voient là une dangereuse manœuvre de division et ils s'emploient à la contrecarrer en publiant, le 25 octobre, une déclaration de 450 mots affirmant, dans son dernier paragraphe, que le G.P.R.A. s'appuie « sur la glorieuse Armée de libération nationale, que rien ne saurait abattre ». La déclaration, que Ferhat Abbas lui-même lira à la radio, dit sèchement que de Gaulle refuse de négocier. La seule base possible de négociation, est-il réaffirmé, est celle qui a été présentée par le G.P.R.A. dans sa déclaration du 26 septembre.

Dès qu'il est en possession de ce texte, le directeur de l'A.F.P., Jean Marin, le communique au directeur du cabinet du général, Olivier Guichard, et celui-ci téléphone à Colombey-les-Deux-Églises pour mettre de Gaulle au courant. « Ainsi, dit le chef du gouvernement, les Algériens refusent mon offre ? Ils ont tort. Ils vont passer, aux yeux du monde entier, pour des emm... Mais ce n'est là qu'une simple péripétie. Des affaires comme celles que je viens d'engager ainsi ne peuvent aller toutes seules et tout droit. »

Prévenu de cette réaction, somme toute modérée, Bourguiba alerte les leaders du F.L.N., qui tiennent, au Caire, dans la matinée du dimanche 26 octobre, une dernière réunion, pour leur demander de « ne pas aggraver la cassure avec de Gaulle ». Saad Dahlab, pour sa part, estime que le conseil doit être écourté. Il rappelle à ses collègues que de Gaulle, parlant du F.L.N., avait dit, en août, à Farès : « Laissez-moi faire. Vous verrez que je la chanterai, leur chanson ! » et il ajoute ce commentaire : « Pour le moment, le général n'a chanté qu'un seul couplet, et il l'a chanté faux. Il ne nous reste qu'à poursuivre ce duo discordant avec l'espoir de trouver un jour l'harmonie. » Ayant obtenu le feu vert de ses collègues, à l'issue de la délibération gouvernementale, il rend publique une déclaration qui dit notamment : « Une porte pourrait encore être ouverte pour la négociation. »

Cette porte, ce ne sera pas, en tout cas, Farès qui, en temps opportun, sera chargé de l'entrebâiller. De Gaulle lui fera payer l'échec de ses bons offices en le tenant à l'écart des circuits de contacts secrets avec le F.L.N. Sur le terrain, en Algérie, l'armée fait diffuser des dizaines de milliers de tracts pour faire connaître l'offre de « paix des braves » et pour tenter d'obtenir de certains maquisards des cessez-le-feu locaux. Ses efforts ne seront pas payants, sauf dans certains secteurs de la wilaya 3, où quelques combattants, craignant de ne plus bénéficier de la confiance totale de leurs chefs, se rendront pour échapper au risque d'être les victimes éventuelles de nouvelles « purges » d'Amirouche. H

Albert Paul LENTIN



Le château d'Aulnoy, ▶ dans les environs de Melun, où Ben Bella résidera en 1961-1962. Prison dorée, au charme bucolique, mais prison tout de même. L'enlèvement du leader algérien, le 22 octobre 1956, avait divisé les milieux politiques français. Mendès se fit le porte-parole de tous ceux qui désapprouvaient la capture de Ben Bella.

LA MISSION



J.-C. Gagnaire

◀ Djenien-bou-Rezg, à 1 006 mètres d'altitude. Dans les environs ont été découverts des dessins rupestres. A Djenien se trouvent un caravansérail et une gare. Au sud, la voie n'est jalonnée que par des gares entourées parfois de quelques maisons.



Barrage de barbelés à ▶ la frontière algéro-marocaine, dans les environs d'Aïn-Sefra. Le vent, parfois, souffle avec violence pendant plusieurs jours, obscurcissant le ciel et effaçant toute trace de pas. Un bon moment pour franchir la frontière.

C'EST en authentique « disciplinaire », le crâne à la Yul Brynner, le visage dur et fermé que je débarque sous bonne escorte, le 3 mai 1956, en gare de Djenien-bou-Rezg, petit centre niché dans une brèche des monts des Ksour où se glisse en serpentant la voie ferrée de Colomb-Béchar : un paysage sévère et même sinistre de cailloux brûlés.

La compagnie de discipline referme sur moi ses portes ; la tradition prétend qu'on en sortait jadis soit les pieds devant, soit parfaitement convaincu des bienfaits de la discipline militaire. Je suis prêt, en tout cas, à subir toutes les avanies.

Je retrouve quelques têtes brûlées de ma connaissance, pas tellement surprises de voir parmi eux le sous-officier déchu que je suis devenu : la carrière du légionnaire comporte des hauts et des bas, on me sait la tête près du bonnet et mes collègues du convoi témoignent, en en rajoutant même un peu, de mes réelles dispositions de « disciplinaire ».

Il ne me reste plus qu'à m'évader. Comme convenu pour exécuter la mission secrète qui m'a été confiée par l'état-major, je cherche un complice ; un complice qui me serve d'alibi. Je jette mon dévolu sur un jeune Allemand affecté à la compagnie disciplinaire pour se corriger de mœurs que la morale généralement réprouve : Hans M...

En quinze jours, je lui ferai regretter les rives du Rhin et le convaincrai, sans trop de peine, de ne pas poursuivre une carrière militaire si mal engagée.

Employés l'un et l'autre comme peintres – on manie beaucoup le pinceau à la légion –, nous jouissons dans le travail, nos cas n'étant pas pendables, d'une liberté relative.

A Sidi-Bel-Abbès, j'avais soigneusement étudié sur la carte et sur les photos aériennes de la région les itinéraires conduisant au Maroc, ils étaient gravés dans ma mémoire, comme le reste...

Il nous faudra échapper à la fois aux patrouilles terrestres et aériennes des forces de l'ordre et aux embuscades des rebelles au coup de feu facile.

J.-P. Conrad/Atlas Photo

La légion à Abadla, dans les environs de Colomb-Béchar. Abadla est un gros village indigène situé sur la rive gauche de l'oued Guir, à l'actuel terminus de la voie ferrée du Méditerranée-Niger. On y accède par une piste accidentée qui traverse le gour Mezioukat. ▶

DU LÉGIONNAIRE X...


Fontana-Thomasset

Je décide donc de partir le soir, un peu avant la fin du travail pour prendre le plus de champ possible avant la tombée de la nuit.

Le 8 juin, l'occasion se présente. Depuis le matin, le paysage se dissout dans la pénombre jaunâtre du vent de sable ; celui-ci, affirment les anciens, durera trois jours au moins ; à cinquante mètres on ne distinguerait pas un homme d'un chameau. Nous sommes occupés à repeindre les bâtiments de la ferme de la compagnie, personne ne nous surveille.

Le soir même, à 16 heures, simplement muni chacun d'un bidon d'eau, nous prenons à travers les jardins la direction de l'ouest. Les contreforts de la montagne sont vite atteints, le sirocco balaye nos traces, la nuit tombe. Nous faisons halte dans un creux de rocher. A l'aube, le vent de sable obscurcit toujours le ciel ; sans souci des pentes, souvent abruptes, à la manière arabe, nous marchons plein ouest, ne faisant que de brèves haltes.

Le soir, nous butons sur un jeune berger qui mène quelques chèvres. Il est surpris de nous voir.

« Où sommes-nous? » Après force palabres, moitié en arabe, moitié en français, je comprends que nous sommes près d'Ich, en territoire marocain. Hans M... pousse un soupir de soulagement : ses aventures, espère-t-il, sont terminées ; ma mission commence.

Aux abords du village où l'enfant nous conduit, des Berbères gesticulants et jacassants nous entourent rapidement. Après de longues discussions, on nous donne un peu de lait de chèvre et une galette d'orge trempée dans l'huile. Nous passerons la nuit couchés devant un gourbi, surveillés par quelques hommes apparemment méfiants.

Au petit jour, quatre Algériens armés de fusils de chasse se présentent ; l'un d'eux parle un peu français. Je lui explique que nous avons déserté. On nous attache les mains derrière le dos et on nous entraîne dans la montagne. Nous marcherons longtemps en prenant de grandes précautions, nos gardiens craignent, disent-ils, les patrouilles françaises.

Nous arrivons enfin dans un bivouac où campent une soixantaine d'Algériens ; plusieurs s'expriment en français ; on nous débarrasse de nos liens, on nous donne de l'eau et un peu de couscous. Nous sommes, nous dit-on, au-dessus de Figuig.

Pendant toute la nuit, nous serons interrogés, séparément, par un ancien officier déserteur de l'armée française, répondant au nom de Slimane. Je lui dirai tout ce que je sais, pas grand-chose à vrai dire, de notre unité, de ses activités, de nos chefs, de notre cantonnement, dont Slimane possède déjà un plan détaillé, des heures des convois, de la légion...

Une infirmière très curieuse

Hans M... réclame son rapatriement sur l'Allemagne. Et moi? En délicatesse avec le code de mon pays, je n'ai aucune envie de retourner en Hollande, j'espère trouver du travail au Maroc. On nous sépare. Je ne reverrai plus Hans M...

– En attendant une décision à votre égard, me dit Slimane, pourriez-vous traduire la notice du poste radio que nous venons de recevoir?

– Très volontiers.

Le poste, un Telefunken, avait été perçu à Oujda par un opérateur qui ignorait la manière de le régler.

Pour prolonger mon séjour à Figuig, je ferai traîner la traduction de cette notice et je ne livrerai qu'au compte-gouttes les caractéristiques du poste à l'opérateur radio.

Les fellaghas, surtout ceux qui parlent français, viennent volontiers à moi ; ils m'entretiennent de la France, de l'Algérie, de l'armée, de la légion, à leurs yeux fabuleuse, de l'indépendance... Insensiblement, je me mêle à leur vie ; ils ne me cachent rien.

J'aurai même à repousser les avances d'une jeune infirmière, Nadira, curieuse, minaudait-elle, de connaître les mœurs néerlandaises.

La région marocaine de Figuig servait de base à la zone 8 de la wilaya 5. Elle comptait environ 2 000 combattants, installés par bandes d'une cinquantaine ▶

les gars du Front le baptisent Abdellatif

d'hommes dans les montagnes entourant Figuig; le djebel Grouz à l'ouest, le djebel Soffrah au nord et le djebel Mzi à l'est. Quelques groupes opéraient dans le djebel Mekter entre Aïn-Sefra et la frontière. Personne ne pouvait préciser l'importance des éléments stationnés en Algérie, dans l'Atlas saharien et sur les hauts plateaux.

Le commandant de zone, Lotfi, inspectait alors les maquis de l'intérieur; il restait en liaison radio avec le P.C. de la wilaya à Oujda par le relais du poste de Figuig.

On trouvait aussi autour de Figuig : un atelier de réparation d'armes, un magasin de ravitaillement et un dépôt d'explosifs destinés aux sabotages du « Méditerranée-Niger » en territoire marocain et de la voie ferrée d'Oran à Béchar.

Les relations entre les Algériens et les Marocains fraîchement émancipés étaient alors très bonnes : les Marocains assuraient la garde des dépôts et, surtout, prévenaient les Algériens des mouvements des troupes françaises stationnées au Maroc oriental; le gouverneur d'Oujda, Hamidou, racontaient les rebelles, gardait, dans des camps de la montagne, plusieurs otages : des Européens et des musulmans fidèles à la France.

Je cultive surtout l'amitié du chef du service des transmissions de la zone : tel était le titre de l'opérateur radio auquel je révélais, avec une lenteur savamment calculée, les mystères du Telefunken. La notice d'emploi du poste était suffisamment vague pour obliger mon élève à solliciter souvent mes conseils. Nous ne nous quittions guère. J'affectais de me passionner.

Pourtant, lorsque Slimane me proposera de partir pour Nador, dans l'ancienne zone espagnole, comme instructeur au centre de transmission, je refuserai. Cela m'éloignerait de ma mission.

Mon élève, ainsi que Nadira, entreprendront de m'apprendre l'arabe. Mes progrès seront rapides; en trois mois, je parviendrai à me faire comprendre assez couramment. Mes évolutions dans le petit monde des P.C. s'en trouveront facilitées.

Aussi, personne ne sera surpris quand, fin août, Lotfi, revenu de son inspection, me proposera une place dans sa suite. On me donne un fusil 303, cinquante cartouches : je suis adopté. Pour compléter ma métamorphose, on me baptise Abdellatif.

Lotfi s'efforçait d'organiser militairement les bandes éparpillées autour de Figuig.

Lotfi, trente ans environ, était originaire de Tlemcen. Bien qu'il s'en défendît avec vigueur, ses yeux bleus, son teint clair, ses cheveux châtains dénonçaient en lui le Kouloudji, descendant des Turcs. Ancien militant messaliste, il était d'une intelligence médiocre et d'un courage discuté. Je vivrai cinq mois à ses côtés : jamais il ne participera à une opération. Mais il était d'une soumission aveugle aux ordres émanant d'Oujda.

Sa tâche était difficile, il lui fallait fusionner des éléments d'origines très diverses.

Le noyau militaire des bandes était formé d'anciens soldats, marocains et algériens, de l'armée française. Beaucoup avaient servi dans l'Armée de libération marocaine. Ils constituaient l'ossature aguerrie des bandes. Le commissaire politique de la zone, Abderrahmane, doutait cependant de leur attachement à la cause; ils étaient peu

R. Vautier



R. Vautier



J.-C. Péret



On estime, en 1958, que les forces F.L.N. au Maroc se montent à 3 000 hommes. Elles sont composées de bandes frontalières, de centres d'instruction et d'organismes logistiques. *En haut, à gauche :* des « fells » transportent du matériel à dos de mulet. *En bas :* le commandant type de l'armée organisée que l'A.L.N. cherche à être : Mohamed Gennes. *A droite :* le camp de Larache, au Maroc.


Derobert


Belbachir/Tallandier

Nador, petit port de ▶ 10 000 habitants situé en zone espagnole du Maroc. Il est devenu rapidement la base principale du Front de libération nationale dans cette région.

◀ Dans la région de Sidi-Bel-Abbès, un berger mène paître ses biquettes. Un paysage aride qui contraste avec la plaine fertile toute proche, où se trouve la ville.


Belbachir/Tallandier

La ville marocaine ▶ d'Oujda est située dans la plaine des Angads, à 550 mètres d'altitude près de la frontière algérienne. Au centre de la ville se trouve une médina animée.

accessibles à l'idéologie révolutionnaire et leur adhésion au Front procédait surtout de leur désir d'atteindre, à la faveur des événements, à une situation personnelle inespérée en d'autres temps. La plupart évoquaient volontiers le souvenir de leurs campagnes : Italie, France, Indochine surtout, et de leurs anciens chefs, ce qui mettait hors d'eux les chefs politiques de la zone, mais Lotfi, ayant besoin d'eux, le tolérait.

Des jeunes gens recrutés au Maroc fournissaient une autre partie des effectifs. Fils de commerçants ou de fonctionnaires installés depuis longtemps dans l'ancien protectorat, ils avaient vu les Marocains accéder à l'indépendance et brûlaient de les imiter. Intellectuellement préparés au nationalisme et même, pour certains, à la subversion sociale, ils peuplaient les emplois de confiance : secrétaires, dactylos, infirmiers, radios... ce qui suscitait cabales et jalousies. En revanche, ils usaient de tous les subterfuges pour éviter les opérations ou le départ pour le maquis. Ils tenaient les anciens militaires, des mercenaires, disaient-ils, dans un profond mépris, que ceux-ci leur rendaient bien. Plus tard, beaucoup de ces jeunes gens nous quitteront, envoyés en stage à l'étranger.

Le gros du contingent était formé de nomades des hauts plateaux et de Ksouriens appartenant aux tribus frontalières des Beni-M'tir, des Doui-Menia, des Ouled-Djerrir. Ces hommes n'avaient aucune notion de ce que pouvaient être l'indépendance, la patrie.

Recrutés de force, ils n'en suivaient pas moins fidèlement leurs nouveaux chefs pour peu que ceux-ci se montrassent autoritaires, énergiques, sans pitié et... indulgents au pillage, au viol, à la cruauté. Les chefs du Front, en leur assurant, grâce aux « réquisitions », un niveau de vie supérieur à leur condition habituelle, en leur donnant des armes, étaient devenus leurs nouveaux caïds. Cela suffisait pour maintenir ces hommes frustes dans une dépendance d'autant plus étroite que régnait une discipline féroce. Je verrai couper le nez à des hommes surpris à fumer et égorger une dizaine de combattants suspects de défaitisme ou de complot.

La plupart des renseignements recueillis ne présentent pas d'urgence, j'attendrai l'occasion de déplacements à Tendrara et à Bou-Arfa, où Lotfi m'envoyait au ravitaillement, pour déposer dans les boîtes aux lettres convenues le résultat de mes observations. H

(à suivre)

Propos recueillis par le général JACQUIN (C.R.)

Brezenec



Voie ferrée menant à Colomb-Béchar : pour les soldats de l'A.L.N., un objectif important. Béchar est un nœud de communications avec le haut Guir, le Tafilalet, les oasis sahariennes du Touat et du Gourara et le Soudan.

L'ARRIVÉE A ALG

Photos E.C.P.A.



19 décembre 1958 : Paul Delouvrier arrive à Alger.





Le général Challe l'attendait, ainsi que les journalistes.

A Delouvrier, ici en compagnie de Challe, d'Allard et de l'amiral Auboyneau, de Gaulle a écrit qu'il était « la France



Photos E.C.P.A.

Delouvrier serre la main à Lagaillarde, venu l'accueillir.



Puis il échange quelques mots avec des notables.



Et salue l'armée, venue en force dire adieu à Salan dont...

DÉCEMBRE 1958, Alger... Une mini-révolution est à la veille de s'opérer. Pour le général de Gaulle, la phase d'observation se termine. Le chef de gouvernement va bientôt céder la place au chef de l'État, à un président de la République qui disposera d'un pouvoir, d'un agrément jamais égalés. Encore étourdie par l'éclatant feu d'artifice du mois de mai, la France, dans ses profondeurs, s'en remet au chef prédestiné du soin de régler le problème algérien. Le référendum, les élections législatives ont accordé au général de Gaulle un véritable blanc-seing.

Seulement voilà, sur ce terrible problème algérien, le général bute lui aussi. La formule magique attendue n'apparaît pas. Derrière les attitudes, le prodigieux spectacle de la communion avec les masses, derrière les formules à l'emporte-pièce, nul doute qu'une hésitation, un trouble n'apparaisse. Mais dans l'esprit de De Gaulle, un certain nombre de faits n'en sont pas moins acquis. Depuis plus de cinq mois, il a laissé carte blanche à l'armée, à Salan, à Massu, à Lacheroy, à Vanuxem, à tous les partisans de l'action psychologique. Or force est de constater que les manifestations de fraternisation du Forum ont fait long feu. Après un instant de flottement, le F.L.N. s'est ressaisi, les masses sont retombées dans leur mutisme ou leur hostilité. Quant aux Européens, ils remâchent maintenant une terrible rancœur. Avoir consenti au suffrage unique, à la promotion musulmane, pour retomber dans l'ornière !... A en croire les augures,

ER DE PAUL DELOUVRIER


lgérie ; la France, c'est-à-dire son but, son autorité, ses moyens».


... l'avion a croisé le sien au-dessus de la Méditerranée.


Là, quelques cris hostiles. Mais ils seront vite étouffés.


Ensuite, c'est la cérémonie au monument aux morts.


Massu est là aussi, en tenue léopard, sourire aux lèvres.

un mot a manqué pour parachever le miracle : celui d'intégration.

Ce mot, le général est moins que jamais disposé à le prononcer. L'intégration, l'Algérie française, après des mois d'épreuve, il n'y croit plus, si tant est qu'il y ait jamais cru. Sur ce point, son siège est fait. Le discours de Constantine, à ceux qui veulent entendre, est dénué de toute ambiguïté. Ce sera l'association, l'association avec la France d'une Algérie fraternelle. Le « Je vous ai compris » garde tout son sens, mais un sens que d'aucuns n'attendaient pas.

Un rapport rédigé par Paul Delouvrier n'a fait que confirmer le général dans cette perspective du problème algérien. Pendant un mois, ce *missus dominicus* a eu non seulement la mission, mais la possibilité de tout voir, de tout observer et de faire un compte rendu au chef du gouvernement. Sur place, Delouvrier a pu constater que la situation algérienne n'est pas celle du Forum. La guerre, dure et impitoyable, continue. Les élites musulmanes se dérobent. Le prestige du F.L.N. a recouvré toute sa vigueur. Malgré les affirmations de Gardes, Lacheroy ou Goussault, force est de constater les limites de l'action psychologique. Somme toute, pour les Européens, l'intégration consiste surtout à noyer 10 millions de musulmans au milieu de 50 millions de Français.

De Gaulle est satisfait, satisfait du rapport et de son auteur. Paul Delouvrier lui plaît. Grand, distingué, moustache fine, la belle quarantaine, une élégance toute britannique, c'est le type même du grand commis formé à l'école des René Meyer ou des Jean Monnet. C'est un économiste, ou plutôt un spécialiste des problèmes financiers, et c'est à Luxembourg, comme chef de la division financière de la C.E.C.A., qu'il a donné des preuves de son étonnante puissance de travail, de son sérieux et de son sens de l'autorité.

« Laisser les couteaux au vestiaire. »

L'affaire est donc entendue. Delouvrier sera délégué général en Algérie. Il sera sur place l'instrument du général, car maintenant, l'Algérie, c'est de Gaulle. Pour le moment, il s'agit d'effacer deux grandes désillusions. Les élections législatives, malgré des directives sévères, n'ont abouti qu'à désigner une cohorte « introuvable », composée des éternels nostalgiques de l'Algérie française. Une seule tendance. Aucun interlocuteur valable. Quant au F.L.N., malgré les appels du pied, il a refusé la « paix des braves » et de « laisser les couteaux au vestiaire ». L'offre de négociation était pourtant claire.

Dans cette conjoncture, le rôle du nouveau délégué général sera triple. Pour commencer, mettre en route le plan de développement présenté à Constantine. Par un geste audacieux et généreux, la France entend faire sortir 10 millions de musulmans de la « mouise », suivant le mot du général, pour leur permettre de choisir et, en tout cas, par l'égalité des conditions de vie, leur donner la possibilité d'accéder enfin au plein exercice de leurs droits politiques. Œuvre de longue haleine, mais ce sera l'étape décisive vers l'association.

Pour l'accomplissement de cette tâche, Delouvrier reçoit un viatique de 100 milliards (A.F.). Mais sa mission comporte un autre aspect, représenter la France en Algérie et non représenter les Algériens en France. Enfin, avec cette nomination, le chef du gouvernement entend frapper encore un grand coup. Insensible, en

(Suite page 1848)



Paysage de Petite Kabylie ou Kabylie des Babors, région au relief tourmenté limitée, à l'ouest, par la vallée de la Soummam et, à l'est, par l'oued al-Kebir.

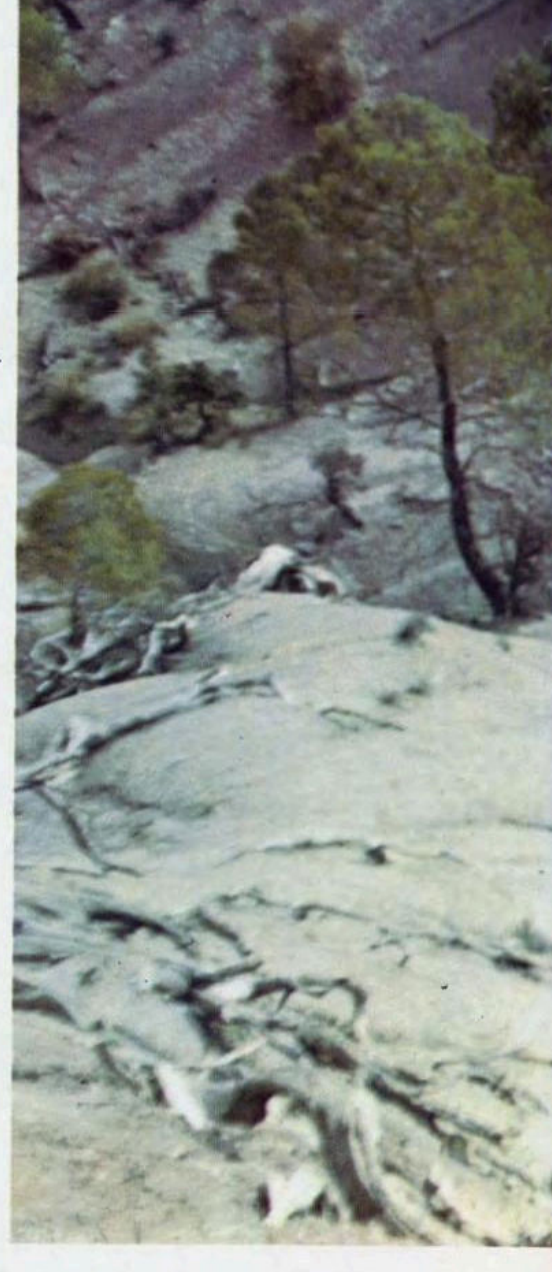




D. Foucher

◀ Fouille d'une mechta par des hommes du R.I.M.A. De vastes opérations vont être lancées par le général Challe pour écraser l'ennemi tout en continuant l'œuvre de pacification de la France. Trois jours après sa prise de commandement, c'est-à-dire le 22 décembre 1958, il lance sa première directive.





Patrouille dans ▶ le djebel Chélia, « le Bouclier », au nord-est d'Arris. Le djebel Chélia, 2 328 mètres, est la montagne la plus élevée de l'Atlas algérien. Les opérations sur le terrain vont rapidement porter leurs fruits. On pourra même parler de réussites spectaculaires.



Marchadier

◀ Pour chasser les katibas F.L.N., l'assaut est donné dans tout le pays. De l'Oranie au Constantinois en passant par l'Algérois. Dès qu'une zone aura été nettoyée, les unités de secteur devront veiller à ce que « l'infection ne reprenne pas ». Ici encore, des soldats fouillent les maisons. Pour eux, c'est la routine.

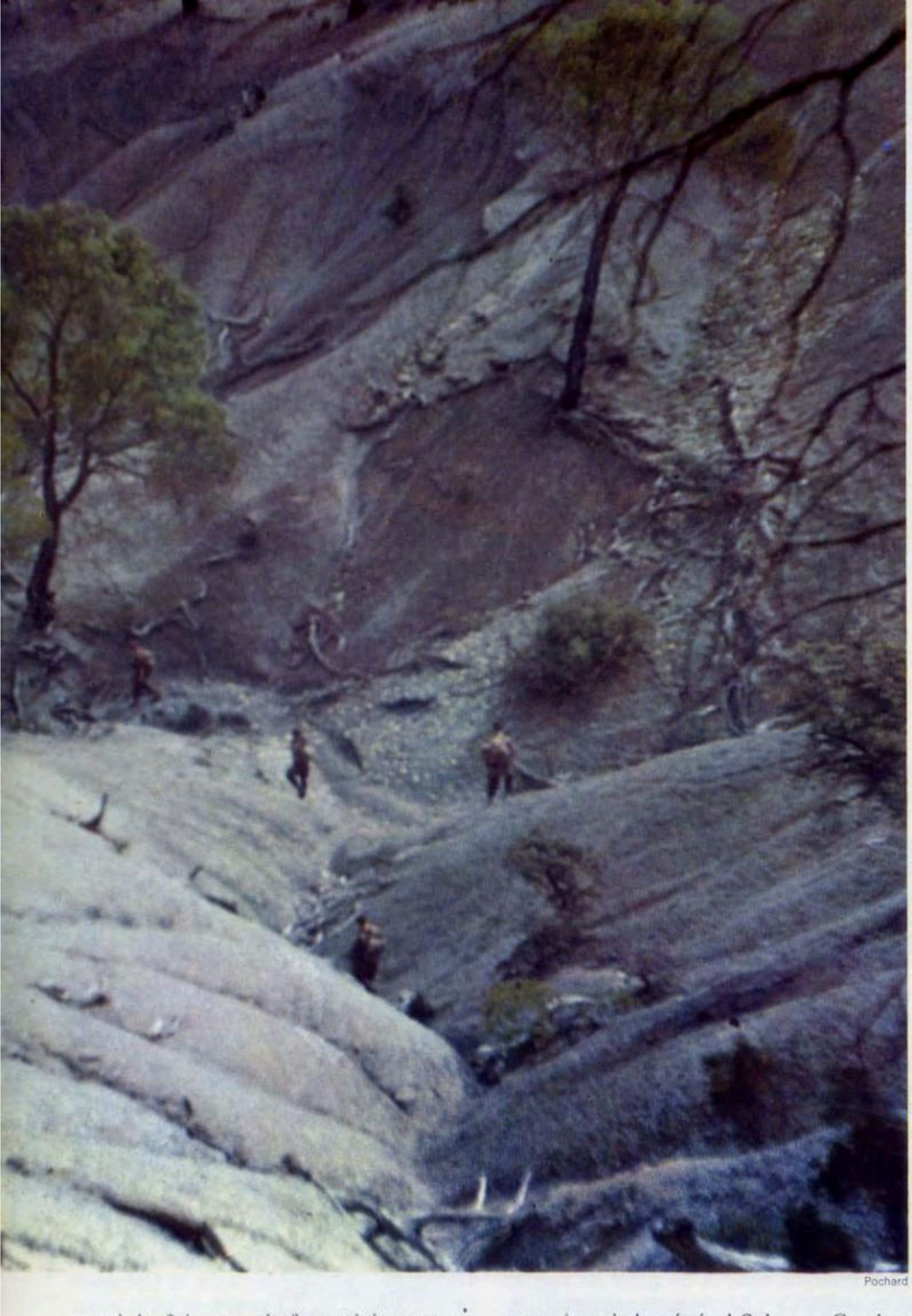
de Gaulle applique dans toute sa rigueur la grande maxime "Cedant arma togae"

(Suite de la page 1845)

apparence, aux exigences de la guerre révolutionnaire, de Gaulle tient à mettre fin à la confusion des pouvoirs héritée du 13 Mai. L'armée doit retrouver sa place au combat, s'effacer de nouveau devant le pouvoir civil. En grand classique de la politique, de Gaulle compte bien rétablir l'équilibre de l'État et applique dans toute sa rigueur la grande maxime *Cedant arma togae*.

De fait, le règne de Salan touche à sa fin, même en ce qui concerne ses fonctions de commandant en chef. Sa « directive générale politique n° 2 » a eu le malheur de déplaire. Diffusée sans en référer au général de Gaulle, elle ne correspond plus aux tendances nouvelles : « La nature même de la lutte imposée par la rébellion donne une importance de premier plan aux tâches dévolues à l'administration et aux services publics. L'amélioration des conditions de vie qu'ils poursuivent est une condition indispensable au succès définitif. L'armée s'efforcera donc, dès maintenant, d'accroître l'aide qu'elle leur apporte en leur fournissant le personnel et les moyens nécessaires, en les faisant bénéficier de la connaissance qu'elle a des milieux où elle vit, en assurant la sécurité des personnes et des chantiers. Dans l'état actuel des choses, l'administration et les services publics ne pourront avoir le rendement indispensable que s'ils combinent étroitement leur action avec celle de l'armée. »

C'est donc une équipe qui remplacera Salan. Par la nature même des choses, il n'est pas question de rétablir dans une seule main un pouvoir aussi vaste. Pour le commandement suprême, le choix se porte sur le général Challe, gaulliste inconditionnel. Il constituera, en quelque sorte, la doublure de Delouvrier sur le plan militaire. La combinaison donne satisfaction au chef du gouvernement. *A priori*, il ne peut être question de dési-



Pochard

gner à la fois un chef prestigieux et un « politique » en renom, mais simplement de faire sortir de l'obscurité des hommes capables, énergiques, qui ont déjà eu l'occasion d'exercer leurs talents, mais que leur ascension même placera dans la dépendance et le respect du général de Gaulle.

Une dernière précaution avant le départ. La bonne entente doit régner entre les deux maîtres de l'Algérie. Challe et Delouvrier sont donc conviés à un dîner à Matignon. C'est un succès. Le charme opère. Les deux hommes sympathisent d'emblée. « Mon général, nous sommes destinés à travailler ensemble. Je ne sais si je serai au-dessus ou au-dessous de vous. Mais je sais que si nous ne formons pas un véritable tandem, ça ne marchera pas. Avec moi, ne soyez jamais le général Salan. – Ce n'est pas mon genre, je ne suis ni un politique ni un Chinois. » De Gaulle, ravi, se frotte les mains. « Celui-là est un économiste. Il ne va pas m'enquiquiner avec la politique. Il ne cherchera pas à se faire aimer par Alger. D'ailleurs, je n'aime pas les gens qui s'intéressent trop aux *natives*. »

Enfin, c'est le grand saut dans l'inconnu. Le 19 décembre, Delouvrier arrive à Alger. Confiant dans les vertus du climat, il a refusé de mettre un manteau... Il fait froid et l'accueil de la population est à la hauteur du temps. Alger n'aime pas les nouveaux venus. Pis, il leur prête les plus noires intentions. Soustelle, « le juif », Lacoste, « le socialiste », Salan, « le Mandarin », « le franc-maçon », ne sont arrivés qu'avec une seule idée en tête : brader l'Algérie. On le prouve, citations à l'appui. Delouvrier n'échappe pas à la règle. D'un gros bouquin, la veille encore inconnu, il ressort que le nouveau délégué est mendésiste. Tare irrémédiable !

Pourtant, il y a eu pire. Certes, le long des avenues, derrière le cordon des troupes, les trottoirs sont vides, bien vides. A l'heure de l'inévitable cérémonie au monument aux morts, derrière un impressionnant rassemblement de fantassins, de marins et d'aviateurs, quelque deux cents potaches entament des cris hostiles. D'un geste, Lagaillarde les fait taire. C'est maladroit et prématuré. Les collaborateurs du nouveau résident général poussent un soupir de soulagement. « C'est formidable ! Alger nous ménage. Rappelez-vous Guy Mollet... Pour Soustelle, si vous aviez senti ce vide polaire... Au début, Lacoste n'osait même pas se montrer. Quand vous partirez, ils vous retiendront par les jarrets ! »

Le fils du pasteur : une recrue de choix

Rasséréné, Delouvrier entend se mettre aussitôt à l'œuvre et, d'abord, prendre contact avec son équipe, son *brain trust*. En premier lieu, le secrétaire général Jacomet, un passionné du Conseil d'État et de l'intégration, qui croit encore que de Gaulle est à l'heure de l'Algérie française. Ensuite, Maffart, chargé des cabinets civil et militaire ainsi que des contacts avec Challe. Il y a encore Poincaré aux affaires politiques, Piquart aux questions économiques, Thibaud à l'information. Enfin, Westphal, le fils du pasteur, se révélera très utile grâce à ses contacts avec les milieux libéraux « avancés ». Grâce à lui, Delouvrier restera en contact avec tout un aspect énorme de la réalité algérienne.

Au départ, tout semble marcher à merveille. L'entente entre Challe et Delouvrier est parfaite. Le premier dispose d'un bureau au Gouvernement général et assiste régulièrement aux conférences des préfets, tandis que Delouvrier se rend également, non moins régulièrement, aux *briefings* des commandants de zone. L'un comme l'autre entendent ne pas faire de politique et agir en techniciens. Pour Challe, avec les réserves générales, il s'agit de briser les katibas rebelles dans le champ clos dessiné par les barrages. Pour Delouvrier, prouver que le plan de Constantine n'est pas une utopie et que l'on peut faire accomplir à tout un groupe humain une mutation économique et sociale.

Mais voilà, comment ne pas faire de politique dans ce chaudron qu'est devenu Alger? Certes, l'Algérie sera indépendante dans vingt ou vingt-cinq ans ; certes, le plan de Constantine



Contrôle de nomades au Sahara. Pour exécuter son plan, Challe fera appel à des « unités spécialisées » ou commandos de chasse. Mais dans les zones où les moyens seront insuffisants, il emploiera les réserves générales.



Contrôle dans la région d'El-Abiod, lieu saint de l'islam. Lyautey l'avait surnommé « la Petite Mecque »...



Ce soldat d'une section de la 435e C.M.R.M. travaille au fichier. La population est ainsi classée, répertoriée.

l'indépendance ? Un suicide pour le peuple

constitue une étape indispensable à l'association ; certes, le plan Challe doit permettre de casser, à long terme, les reins à l'A.L.N., de « donner à la France les mains libres pour faire ce qu'elle voudra », suivant la formule de De Gaulle. Mais il y a l'immédiat, le présent. Or, sur ce point, force est de constater que la lutte contre le F.L.N. passe par une action politique, que les Européens, voire les musulmans, ont besoin de certitude et qu'un doute torturant commence à se glisser dans leur esprit. L'armée n'échappe pas au trouble général. Elle refuse maintenant d'obéir aveuglément et, suivant le mot d'une haute personnalité, les capitaines n'hésitent plus à « penser ».

Delouvrier lui-même n'échappe pas à ce trouble. Derrière le calme, l'allure hautaine et distinguée, derrière la carapace, se cache un homme nerveux, sensible, qui a du cœur. A peine arrivé, il a déjà dû désobéir. Il a, de son propre chef, escamoté un passage d'une lettre du général : « Le gouvernement attache une très grande importance à la régularisation rigoureuse de toutes les opérations de police et de toutes les mesures préventives ou répressives auxquelles elles donnent lieu. A ce point de vue, la responsabilité des chefs investis du commandement doit être entière sur le terrain où ils sont allés l'exercer, aucun organisme spécialisé, *a fortiori* aucun individu, ne pouvant y agir sous son autorité. »

Pour quelle raison Delouvrier a-t-il pris cette initiative ? Tout simplement parce que dans la situation équivoque où se trouve l'Algérie, l'application des mesures gouvernementales n'aurait eu qu'un seul résultat : laisser les mains libres au F.L.N. En même temps, le délégué général ne peut s'empêcher de marquer quelque surprise des mesures de clémence prises à l'égard de Ben Bella et de Yacef Saadi. Sur place, l'effet est déplorable, d'autant plus que le Maroc, la Tunisie, le F.L.N. l'interprètent comme une reculade. En désespoir de cause, Delouvrier « monte » à Paris s'ouvrir de ses inquiétudes au chef de l'État. Ce voyage lui vaut un des plus beaux « savons » de son existence et il en revient littéralement « traumatisé ».

Quoique rallié à l'idée d'une indépendance à terme, Delouvrier n'est pas le seul à nager dans l'incertitude. Le premier ministre, Michel Debré, déchiré entre ses convictions et son dévouement, commence son terrible chemin de croix. A l'Assemblée, au cours du premier débat sur l'Algérie, il affirme avec véhémence qu' « il n'y aura pas de négociations politiques ». C'est en Algérie, précise-t-il, que se jouent « notre honneur, notre avenir économique, notre sécurité, l'avenir de l'Europe et de notre civilisation ». Paroles rassurantes mais combien peu en rapport avec la déclaration sibylline du chef de l'État lors de son intronisation à l'Élysée : « Dans l'ensemble ainsi formé, une place de choix est destinée à l'Algérie de demain, pacifiée et transformée, développant elle-même sa personnalité et étroitement associée à la France. »

Une politique en demi-teintes

Langage confirmé lors du discours du 30 janvier, où le général condamne à la fois l' « intransigeance » des partisans de la guerre subversive et le « renoncement » des partisans de l'abandon.

Moitié par conviction, moitié par tactique, Delouvrier se voit contraint de ne pas faire écho aux propos du général et de reprendre un air vieux de quatre ans. Lors de sa première tournée en Algérie, il déclare : « Un jour, espérons-le, il y aura peut-être des négociations sur un cessez-le-feu, mais il ne peut y avoir de négociations sur le statut politique de l'Algérie. Il est certain que l'indépendance serait un suicide pour ce peuple. » Au même moment, Debré ne déclare-t-il pas à la télévision canadienne : « La France ne peut abandonner l'Algérie, la France ne doit pas l'abandonner, elle ne l'abandonnera pas ! »

En accord sur les perspectives à long terme du général de Gaulle, Delouvrier se voit contraint, dans l'immédiat, d'entretenir, de nourrir une équivoque. L'association est un langage que ni l'armée ni la population européenne ne peuvent comprendre. En attendant que la sécurité se rétablisse, que la mutation économique et sociale s'accomplisse, force est de recourir à une politique d'attente. Mais cette politique, toute en demi-teintes, suffira-t-elle à apaiser activistes et officiers, las des atermoiements et brûlant de pouvoir s'appuyer sur une certitude ? H

Philippe MASSON

ECPA

Paul Delouvrier et le général Challe *(photo du haut)*, les nouveaux maîtres de l'Algérie. Ils ont en commun la prestance et une certaine jeunesse. Ils feront tous deux, dans les rues presque désertes d'Alger, une entrée paisible. En nommant Delouvrier, technicien des finances et de l'économie, au poste de délégué général, de Gaulle voulait probablement montrer que la mise en route du plan de Constantine était son souci majeur. *En bas :* Salan et de Gaulle, côte à côte. Entre eux, le courant ne passera jamais. Au début, pourtant, leurs relations avaient été cordiales. Salan gardera toujours l'impression désagréable d'avoir « tiré les marrons du feu pour les autres ». De Gaulle distribuera promotions et honneurs aux militaires et hauts fonctionnaires qui l'ont aidé à reprendre le pouvoir, parfois en trahissant leurs devoirs. Puis, peu à peu, il les neutralisera.

UNE ÉQUIPE DE QUALITÉ

Courrière



« C'EST le grand chambardement, le bouleversement total, la mue. L'Algérie civile et militaire change de peau. » Pour la politique qu'il entend appliquer désormais en Algérie, le général de Gaulle met en place des hommes nouveaux. Il fait place nette, écartant, éloignant ceux qui ont joué un rôle lors des événements du 13 Mai. Et d'abord Salan. On passe à autre chose. Les comités de salut public ont cessé d'exister. Les militaires qui avaient tâté de la politique et commençaient à y prendre goût sont invités à rentrer dans le rang. Le général Vanuxem, commandant de l'Est constantinois, qui s'est heurté au ministre des Armées et répète à qui veut l'entendre que seule une dictature militaire de quelques années « sortira la France du pétrin », Vanuxem doit regagner la métropole. Tout comme le colonel ▶

Delouvrier veut tout voir, tout entendre ...

Lacheroy, le théoricien de la guerre subversive, qui rêvait d'un « collège des colonels ». Tout comme le colonel Goussault, patron de l'action psychologique... Le colonel Broizat, ardent et mystique moine en uniforme, pour qui l'armée française d'Algérie mène la croisade contre le communisme, va rejoindre sur les pistes du djebel les « capitaines du 13 Mai ».

Raoul Salan a reçu une belle lettre signée Charles de Gaulle : « Je ne vous tiens pas seulement pour un féal de grande qualité, mais pour mon compagnon et mon ami... » En même temps, il s'est vu confier une voie de garage dorée, le poste de gouverneur de la place de Paris, et décerner un hochet, la médaille militaire. Le 19 septembre, il est remplacé. Non par un homme, mais par deux : Paul Delouvrier, nommé délégué général en Algérie, et le général Maurice Challe, qui, adjoint du premier, fera fonction de commandant en chef.

Des allures de grand capitaine

Économiste, financier, spécialiste des questions européennes, Paul Delouvrier est un Vosgien aux yeux bleus de quarante-quatre ans. De haute taille, des allures de grand capitaine, visage franc et ouvert, fine moustache, élégance stricte — on ne lui connaît en public que deux costumes et deux cravates —, catholique pratiquant, généreux et sensible... Voilà l'homme à qui de Gaulle dira : « Vous êtes la France en Algérie. »

Né à Remiremont, Paul Delouvrier a fait ses études secondaires au Mans et à Strasbourg avant de « monter » à Paris pour y entreprendre le droit et les sciences politiques. Lieutenant d'infanterie motorisée en 1939-1940, il est inspecteur des finances en 1941. On le retrouve très vite dans les rangs de la Résistance. En février 1944 il organise, au sud de Fontainebleau, un maquis dont les hommes tendront la main à l'armée Patton.

Delouvrier n'a pas trente ans lorsqu'il est chargé de mission au cabinet du ministre des Finances. En 1946, le Plan naissant trouve un spécialiste en ce collaborateur de Jean Monnet. Après avoir été directeur du cabinet de René Mayer aux Finances, puis directeur général adjoint des impôts, ce grand commis aborde les questions européennes en 1953. Pendant deux ans, il exerce les fonctions de secrétaire général du comité interministériel pour les questions de coopération européenne. A ce titre, il fait partie des délégations françaises à l'O.E.C.E. et à l'O.T.A.N.

En 1954, Jean Monnet fait appel à lui pour assumer la direction de la division des finances à la Haute Autorité de la C.E.C.A., à Luxembourg. Il participe alors à Bruxelles, en tant qu'expert, à l'élaboration du Marché commun, de l'Euratom et de la Banque européenne d'investissement.

Ami personnel de Michel Debré, auquel il s'est lié à l'époque du R.P.F., Paul Delouvrier est parfaitement inconnu du grand public lorsqu'en octobre 1958 Georges Pompidou, directeur du cabinet du président du Conseil Charles de Gaulle, le convoque à Matignon. Les deux hommes ont appris à s'apprécier naguère dans la salle des professeurs de Sciences po et ils ont l'un pour l'autre beaucoup d'estime.

« Le général a pensé à vous pour remplacer Salan en tant que délégué général, lui lance Pompidou, tout à trac. Il ne veut pas d'un « politique » pour cette fonction, mais d'un spécialiste des affaires « économiques ».

Mais pour l'heure, le futur délégué général n'est chargé que d'une mission d'information d'un mois à travers l'Algérie, mission à l'issue de laquelle il devra rendre compte personnellement à de Gaulle. Et le voilà qui parcourt les villes, sillonne campagnes et djebels, pénètre partout. Car il veut tout voir, il veut entendre tout le monde.

Delouvrier constate tout d'abord que le F.L.N. a repris l'offensive depuis le 13 Mai. Et aussi que les militaires, dédaignant, méprisant volontiers les autorités civiles, administrent directement leur territoire.

Il les entend formuler de vives critiques à l'égard du général qui n'a pas voulu prononcer le mot d' « intégration » cher aux colonels et aux capitaines du 13 Mai.

« Vous grandirez, Delouvrier, vous grandirez... »

Le chargé de mission, qui n'est pas dupe, comprend très vite que les musulmans sur lesquels comptent les militaires pour faire une Algérie nouvelle ne sont guère représentatifs. Ces anciens députés, ces ralliés sans grand relief ne font pas le poids. Il visite les camps de regroupement, s'intéresse au sort des personnes déplacées, interroge des internés administratifs.

Paul Delouvrier voit aussi les Français libéraux, ceux qui entretiennent des relations avec les musulmans pro-F.L.N. En écoutant les uns, en écoutant les autres, en faisant la part de l'intoxication et de la réalité, le futur délégué général prend peu à peu la mesure exacte du problème. Il n'en doute pas : une « personnalité algérienne » est en train de naître, dont la répression ne peut que favoriser, qu'accentuer le développement...

A l'issue de cette tournée algérienne, l' « enquêteur de Matignon » met noir sur blanc le résultat de ses investigations. Il présente au général de Gaulle un rapport objectif, rigoureux, lucide dans lequel il exprime clairement que l'indépendance de l'Algérie lui paraît inévitable. La tâche de la France, conclut-il, devra consister à la faire évoluer dans ce sens.

De Gaulle est séduit par le rapport Delouvrier, qui traduit sa conviction personnelle. Au début de décembre il lui annonce qu'il le nomme délégué général en Algérie en remplacement de Salan.

— Je suis prêt à mettre en route le plan de Constantine pour lequel ma formation d'économiste me qualifie, lui répond Delouvrier. Mais de là à accepter les pou-



Keystone

Guillaumat, ministre des Armées.



ECPA

Au général Gambiez, l'Oranie.



ECPA

Général Olié : le Constantinois.

La foule des journées de



Keystone

ECPA

Au général Massu, l'Algérois.



Vanuxem : il partira

Pradier/Dalmas

…n, ivre de joie. La plupart des artisans du 13 Mai allaient être victimes du grand chambardement gaulliste.



…roy sera rappelé.



E.C.P.A.

Colonel Goussault : Guelma.



M. Ramos

Broizat : piste et djebel.



A. Lefebvre/Paris-Match

Gardes : après Goussault.

voirs civils et militaires... Je ne me sens pas de taille, mon général.

— Vous grandirez, Delouvrier, vous grandirez, lui rétorque de Gaulle.

Et il ajoute qu'il tient à l'avoir à ses côtés lors du prochain voyage qu'il se propose d'entreprendre à travers l'Algérie et le Sahara.

L'économiste vosgien à la tête froide et aux épaules carrées, familier des plans et des chiffres, va, pendant les vingt-trois mois que dureront ses fonctions de délégué général, faire la preuve de son efficacité.

C'est avec l'esprit d'un spécialiste des questions économiques que le nouveau délégué général prend possession de son poste. Il répète : « Je veux faire plus d'économie que de politique », et à ceux qui auront tendance à l'oublier, il redira sans cesse : « C'est Paris qui gouverne. »

Pour le seconder dans sa tâche comme directeur des cabinets civil et militaire, Paul Delouvrier aura Jean-Michel Maffart. Cet inspecteur des finances est un homme de dossiers. Replet, visage pâle, cheveux blonds et raides, lunettes à fine monture, Maffart n'a pas son pareil pour aller à l'essentiel en négligeant les détails. C'est un redoutable analyste aussi bien des situations que des hommes.

Grand travailleur et grand fumeur de pipe, Maffart a fait partie, quelques mois plus tôt, d'une mission d'application de la loi-cadre et il quitte volontiers la quiétude du Conseil d'État et de la Cour des comptes pour se plonger dans le chaudron algérien. Mais son attachement à la cause de l'Algérie française l'amène à poser des conditions.

« J'accepte de vous accompagner à Alger, dit-il à Delouvrier, mais j'entends pouvoir en repartir à tout moment si je ne suis plus d'accord sur la politique que vous y appliquerez. »

Jacobin passionné de politique, André Jacomet occupera les fonctions de secrétaire général du cabinet Delouvrier. Ce maître des requêtes au Conseil d'État, qui compte parmi ses ascendants le poète Laurent Tailhade, a été auditeur au Conseil d'État, puis conseiller du haut-commissaire de la République en Allemagne avant de diriger le cabinet de Louis Christians, secrétaire d'État aux Forces armées (air), et celui de Pierre Sudreau, ministre de la Construction.

Son autorité, sa compétence, la haute idée qu'il a du service de l'État lui feront très vite trouver excessives les responsabilités des militaires dans l'administration civile. Et il aura tôt fait de remplacer ceux-ci par des préfets et des sous-préfets.

De Pékin au Caire

Pour conseillers techniques, le délégué général s'est adjoint un économiste, Jean-Marie Vibert, un administrateur, Jean Poincaré, et un diplomate, Guy Dorget, ancien administrateur civil au ministère des Affaires économiques, puis au comité économique interministériel.

Vibert, quarante-quatre ans, a été détaché auprès de la Résidence de Tunis de 1948 à 1955. C'est un spécialiste des problèmes du Maghreb. Son appartenance au commissariat général au Plan le qualifie particulièrement pour prendre en main l'aspect technique des grands projets économiques algériens du nouveau gouvernement.

Jean Poincaré, chargé des affaires politiques, quarante-six ans, est le petit-neveu du président de la République de la Grande Guerre et l'arrière-petit-fils du grand mathématicien. Ce pur produit de l'E.N.A. a d'abord été attaché au cabinet du haut-commissaire de France en A.-E.F. avant d'être nommé chef de section, puis directeur adjoint à la direction des affaires extérieures de la haute autorité de la Communauté européenne charbon-acier... Encore un spécialiste qui sera à l'aise au milieu des problèmes que posera la mise en application du plan de Constantine.

Ancien de Sciences po, Guy Dorget a commencé dans la carrière comme consul à Changhaï. La diplomatie l'a conduit ensuite à Pékin, à Tokyo, à Moscou, à Florence, à Copenhague, au Caire. Chef de cabinet d'Edgar Faure lorsque celui-ci ▶


Lebrun

Des Dassault-315 en mission survolent les vastes solitudes sablonneuses entre El-Oued et Touggourt. Ces champs de dunes impressionnants prolongent, au nord, le Grand Erg oriental. Dans ces sables que le vent, parfois, fait tourbillonner, de rares points d'eau. Habitués à cette nature hostile, les nomades y accomplissent de stupéfiantes courses à dos de méhari.


R. Bail

tenait le portefeuille des Affaires étrangères en 1955, Dorget a été ensuite conseiller technique aux États associés, puis aux Affaires algériennes, où René Brouillet, leur directeur, l'a confié à Delouvrier.

Le cabinet civil est complété par trois chargés de mission : Michel Piquart, administrateur civil, qui lui aussi s'attachera à trouver des solutions aux problèmes économiques; Philippe Thibaud, un diplomate qui remplace — tâche redoutable — le colonel Lacheroy à la tête de l'information; Éric de Westphal, enfin, le benjamin de l'équipe avec ses vingt-neuf ans, un libéral qui mobilisera son intelligence, sa sensibilité, son courage aussi, pour s'efforcer de faire du « social » en Algérie. Il sera le premier « plastiqué » par l'O.A.S.

Militaire de gauche

Cinquante-trois ans, visage franc aux traits lourds, carrure de rugbyman, une éternelle « bouffarde » plus souvent éteinte qu'allumée au coin des lèvres, le général Maurice Challe est major général des armées depuis 1955, lorsque de Gaulle en fait, dans l'ombre du délégué général Delouvrier, le commandant en chef en Algérie. C'est un aviateur dans l'âme. Né au Pontet (Vaucluse), il a opté, dès sa sortie de Saint-Cyr en 1925, pour l'aéronautique dans laquelle il va brillamment gravir tous les échelons.

Breveté d'état-major, en 1939, Maurice Challe est affecté au grand quartier général-air au début de la guerre. En 1940, il appartient pendant quelques mois à la sous-commission « air » de la commission d'armistice de Wiesbaden avant de prendre, en 1941, le commandement du groupe de reconnaissance 2/14 à Avignon.

Lorsque les Allemands envahissent la zone Sud, Challe se lance dans la Résistance. Sous le pseudonyme de « Guy », il dirigera jusqu'à la Libération le réseau de renseignements « Villon » composé essentiellement d'aviateurs et de civils.

Son exploit : avoir transmis à Londres et à Alger l'ordre de bataille complet de la Luftwaffe. Il l'a obtenu bribe par bribe d'un de ses subordonnés, l'adjudant Tirbois, ami d'une jeune Avignonnaise, maîtresse d'un officier allemand.

Guy et ses radios ont passé près d'un millier d'heures à coder et à transmettre ces renseignements à Londres... avec les Allemands et leurs véhicules détecteurs aux trousses, qui ont obligé l'équipe à changer de résidence deux ou trois fois par jour. Une semaine avant le débarquement en Normandie, un container au bout d'un parachute apporta au résistant Challe, en témoignage de reconnaissance, le *Distinguished Service Order* ainsi qu'un message de félicitations signé de la main de Winston Churchill.

Et c'est la Libération. Challe est affecté à la 2e brigade de bombardement engagée dans la campagne d'Allemagne. En 1947, il est sous-chef à l'état-major de l'air. En 1949, commandant de l'air au Maroc. En 1951, chef de l'état-major particulier du secrétaire d'État à l'Air. Il dirige ensuite le Centre d'enseignement supérieur aérien et l'École supérieure de guerre aérienne.

En 1955, il est nommé général de division et devient l'adjoint direct du général Ely à l'état-major général de l'armée. A ce titre, il joue un rôle important dans la préparation de l'expédition de Suez. Lorsque celle-ci est engagée, Maurice Challe se voit confier la mission de tester l'armée israélienne, puis d'assurer la liaison politico-militaire avec le gouvernement français, le gouvernement anglais et les Israéliens.

Le 13 mai, le général Challe met en état d'alerte l'armée de l'air en Algérie, pour aider éventuellement les insurgés. Dans la nuit du 15 au 16, le ministre des Armées, Pierre de Chevigné, le convoque, le traite de « factieux », d' « homme dangereux », et le fait conduire sous escorte en résidence surveillée à la base de Brest. L'aviateur sera gardé par les marins...

Maurice Challe n'a jamais pu s'empêcher de dire et de répéter ce qu'il pensait. Cela lui a valu de rester général de brigade plus longtemps que ses collègues. Militaire de gauche, très attaché à la

Lebrun


Départ en opération. Debré disait alors qu' « il ne fallait épargner aucun effort pour obtenir un bulletin de victoire ».

◀ Le général Challe, aviateur, accueilli avec réserve par l'armée de terre, réussit à s'imposer et à redonner aux troupes confiance et dynamisme. Ici, en compagnie de l'amiral Gély.



Oudinot

Paul Delouvrier en ▶ compagnie du général Massu, qui a reçu le commandement du corps d'armée d'Alger à la place d'Allard, devenu le « patron » des forces terrestres.

République, il fréquente volontiers Guy Mollet. Et pourtant, c'est un gaulliste inconditionnel.

En politique étrangère le général Challe est un Européen qui trouve l'Europe trop petite et veut l'élargir à l'Eurafrique. Le Sahara dans l'Algérie, l'Algérie dans la France, la France dans l'Europe... Il souhaite voir l'avènement des États-Unis d'Europe avec un pouvoir unique, un commandement unique, une représentation diplomatique unique.

Les « songe-creux »

En Algérie, a pensé de Gaulle, les théoriciens de la guerre subversive, ces « songe-creux », n'auront guère de prise sur le bon sens paysan de Maurice Challe. Ce bon sens, il vient de l'exercer pendant les deux mois qu'il a passés en Algérie avant sa nomination, pour étudier le terrain et les conditions de la lutte anti-fellaghas. Il a eu le temps de réfléchir à l'action qu'il devra mener et aux erreurs à ne plus commettre.

A de Gaulle, qui le reçoit à Matignon à la veille de sa prise de commandement, le général Challe demande l'assurance qu'on ne lui enlèvera aucun des hommes actuellement en Algérie. De plus, il entend développer le corps des harkis, car, dit-il, on ne fait bien la guerre qu'avec les autochtones. Ils sont actuellement 26 000, il en veut 60 000.

Maurice Challe est conscient que, dans l'état actuel des choses, le quadrillage qui permet de protéger les populations est indispensable. Mais la pacification contraint les militaires à jouer le rôle de médecins, d'infirmiers, d'instituteurs... Cela en raison de la sous-administration de l'Algérie. Aussi demande-t-il que, peu à peu, des civils viennent relayer les militaires pour ces tâches. Il rejoint d'ailleurs en cela les vues du plan de Constantine qui prévoit la création, chaque année, en Algérie, de 1 080 postes d'enseignants.

Dans l'esprit de Challe, l'armée, peu à peu, doit retrouver son rôle, qui est essentiellement militaire. Pour détruire les bandes rebelles, il utilisera tous les moyens modernes dont l'armée française peut disposer. Il veillera également à une meilleure utilisation des troupes.

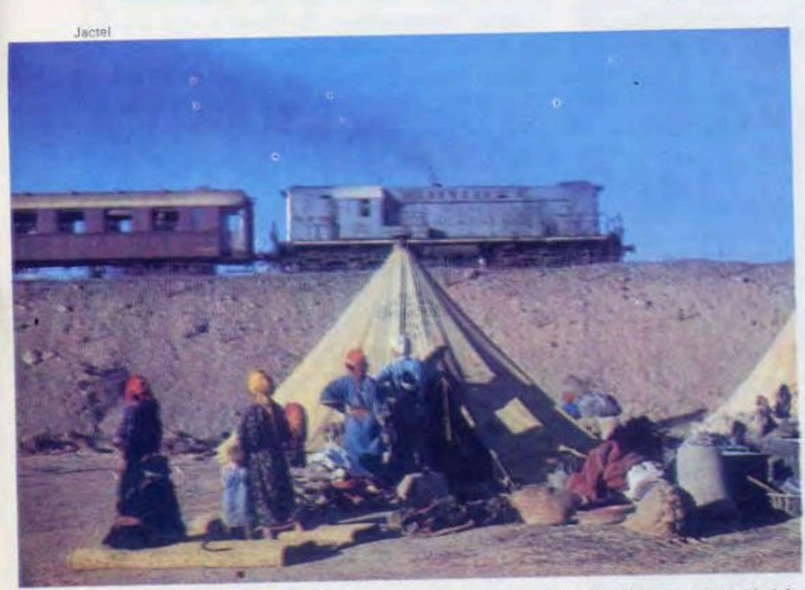
« Être partout en même temps », c'est l'ambition du nouveau commandant en chef. Ce sera le mot d'ordre parmi son état-major. Dans le même temps, il renforcera l'unité de commandement entre ses mains, tout en octroyant une plus grande autonomie « logistique » aux trois corps d'armée d'Oran (général Gambiez), de Constantine (général Olié) et d'Alger, dont le général Massu s'est vu confirmer le commandement, qu'il n'exerçait jusqu'alors qu'à titre intérimaire.

Dans le cabinet commun du délégué général et du commandant en chef, le colonel Alain de Boissieu est l'homologue en uniforme de Jean-Michel Maffart. Quarante-quatre ans, gendre du général de Gaulle avec qui il entretient des rapports directs, le colonel est quelque peu tenu à l'écart par les militaires, qui évitent de s'exprimer librement devant lui. Mais les civils entourant Delouvrier lui accordent leur confiance et, très vite, il sait faire tomber les préventions dont on l'a d'abord entouré.

Delouvrier-Challe... Un tandem qui roulera sans à-coups. Le premier veut réussir la paix. Le second veut gagner la guerre. On s'efforcera souvent de les opposer l'un à l'autre, de dresser le militaire contre le civil. En vain. H

Pierre-Albert LAMBERT

Jactel



L'un des nombreux villages de regroupement qui ont été installés partout en Algérie.

R. Bail



Pour ces musulmanes de la région de Nemours, médecine moderne et lavoir antique.

DES HÉROS BIEN TRAI

Agoutin

ORLÉANSVILLE?... C'était, pour beaucoup de touristes, avant le 9 septembre 1954, le milieu approximatif du voyage Alger-Oran. Ville éprouvée par de lourdes chaleurs, de mai à octobre; également distante de la mer, où s'ouvre le port de Ténès, et des monts de l'Ouarsenis aux cèdres réputés. On s'y arrêtait surtout l'hiver.

Les travaux d'hydraulique (barrage de l'oued Fodda entre autres) ont amélioré les cultures. La plaine est riche. Le travail acharné des hommes réalise des prodiges quand il a le soleil et l'eau pour auxiliaires. Mais, depuis la nuit tragique du 8 au 9 septembre 1954, Orléansville reste aux yeux de l'Histoire le théâtre d'un terrible séisme. Cette catastrophe précéda de quelques semaines seulement la guerre qui devait déchirer l'Algérie; on eût dit qu'elle en sonnait le tocsin.

J'aime cette contrée, sillonnée tant de fois et liée dans mon souvenir à l'héroïsme silencieux des hommes du rail. Refusant l'avion, réputé plus sûr, quand les circonstances ne m'obligeaient pas à l'utiliser, j'ai pris le train autant que possible pendant la guerre. Je revivais alors l'enquête menée avec le chef de la voie, quelques mois après le séisme, dans la région d'Orléansville.

8 septembre 1954. 21 h 40.

La lampe du chef de la voie arracha

Marguerite Sy



◄ Quelque part entre Orléansville et Oued-Sly : la draisine, véhicule de service des chemins de fer. Pendant la durée du conflit algérien, elle sera utilisée non seulement pour l'entretien des voies, mais encore pour vérifier, avant le passage des trains, si celles-ci n'ont pas été sabotées.

UILLES



Barrage de l'oued ▶ Fodda, construit, de 1926 à 1932, dans une gorge creusée à pic dans le calcaire dur. Le réservoir, d'une capacité de 225 millions de mètres cubes, permet d'irriguer 20 000 ha.

◀ Ténès, petite ville proche d'Orléansville, située sur un plateau rocheux. Ténès occupe l'emplacement de la ville de Cartennae, d'abord phénicienne, ensuite romaine, où Auguste établit une colonie de vétérans.



Medard

Ce bâtiment de style ▶ mauresque : la gare d'Oran. La ville, en 1832, ne comptait que 3 800 habitants dont 750 Européens, 250 musulmans et 2 800 israélites. Aujourd'hui à Oran : 300 700 âmes.



Jeannin

les rails à la nuit. Le métal était froid sous sa main ; mais il ne tarderait pas à brûler quand se croiseraient les flèches d'argent qui atteignaient 120 kilomètres à l'heure.

21 h 45. Le 1003 doit quitter Alger ; le 1004, Oran. Deux *Inox* (surnom un brin fier, un brin affectueux, donné aux rapides wagons métalliques quand leur lancement sur le parcours Alger-Oran rapprocha les deux capitales). La dernière gare traversée avant Orléansville sera, pour le premier train, Pontéba, entourée de champs, d'arbres et de fleurs ; pour le second, Oued-Sly-Malakoff, ombragée de pins gigantesques où niche un peuple de cigognes.

Les castagnettes des échassiers se taisent dans la nuit atrocement chaude. Seuls veillent les hommes responsables. Les ouvriers de la voie sont rentrés chez eux il y a quelques heures, l'outil sur l'épaule, la tête coiffée d'un chapeau de paille multicolore.

Confiants, bondés de voyageurs endormis ou somnolents, les *Inox* luisent au clair de lune. Ils avancent de gare en gare tandis que le chef de la voie regagne sa maison, proche d'un immeuble de neuf étages dont on achève la construction.

Pourquoi les chiens hurlent-ils ce soir ? La chaleur ? Non, un mort plutôt. Les bêtes se lamentent, étrangement, de tous côtés.

9 septembre, 1 h 5.

Le chef de la voie croit s'éveiller d'un cauchemar. « Au premier instant, il m'a semblé être en mer, au cours d'une tempête, m'expliqua-t-il. J'ai eu aussi l'impression d'un cheval au galop qui allait me désarçonner... Le sol et le plafond remuaient ; des meubles tombaient, dans un fracas de vaisselle brisée. Un jeune voisin entra dans la pièce, chancelant comme sur le pont d'un bateau, et vomit. J'ai pu atteindre la fenêtre. J'ai crié : « La grande maison !... » Il ne restait plus, des neuf étages, qu'un amas de pierres, sous un nuage de poussière jaunâtre. »

Hallucination ? Non, des appels montent de la gare. Les camarades crient ; donc, ils sont vivants. Mais les trains ?... Les trains !... L'homme court, pensant à « ses rails », à ses traverses, à ses boulons... La voie ! Est-ce que la voie a tenu ?

Le 1004, arrivé d'Oran, est là, hérissé de têtes inquiètes. « Qu'est-ce qui se passe ? » L'*Inox* a ralenti, comme de coutume, au panneau 50, avant l'aiguillage. Il a atteint Orléansville sans rien remarquer d'anormal, sinon le nuage de poussière. Mais le 1003 ?... Plus de signaux ; la voie est muette.

Des cheminots s'empressent sur les quais, à peine vêtus, les mains en sang. Ils sont venus à travers des ruines. « Allez, ordonne le chef de gare. Je demande des secours. Il faut assurer la sécurité et que les trains roulent. On en aura besoin ! » Le chef de la voie s'élance aussitôt, en voiture, avec un auxiliaire, dans la direction de l'est.

La lune brille entre de gros nuages. Des petites maisons ont éclaté : la gare fantôme de Pontéba est effondrée à l'intérieur, derrière une façade qui grimace. Pas de 1003.

Enfin voici une longue masse sombre, en pleine campagne. L'express a stoppé quand les signaux se sont éteints. ▶

le chef de district vaque à son service au milieu des ruines



Coll. particulière

La gare d'Alger *(photo du haut, à gauche)*, bien connue des soldats arrivant de métropole. D'Alger à Oran, le train passe par Blida, Miliana, Affreville, Orléansville *(photo de droite)*, Oued-Sly-Malakoff *(photo du bas, à gauche)*, Relizane, Perrégaux, Sainte-Barbe-du-Tlélat. Dans la nuit du 8 au 9 septembre 1954, un violent tremblement de terre détruisit Orléansville et ses environs, faisant 1 600 morts. Une tragédie !



Marguerite Sy

– Pas de mal?

– Non. Qu'est-il arrivé?

On peut retourner maintenant vers la gare du Barrage, où le toit et le premier étage sont descendus au rez-de-chaussée. Une petite forme s'agite sur un pan de mur. « Papa ! Maman !... J'ai soif ! On me jette de la terre ! On me jette des cailloux ! » Une voix assourdie sort des décombres : « N'aie pas peur. Papa va venir. » Le pied tâtonnant d'un sauveteur se pose sur une sorte de sac. « Aïe ! C'est moi ! » dit le chef de gare. On le dégage avec précaution. « Sauvez les petites ! » implore la mère, ensevelie on ne sait où. « Et les trains? » interroge l'homme.

– 1004 en gare. 1003 stoppé pas loin d'ici.

La fillette perchée sur le mur est délivrée. Elle dormait avec sa sœur de trois ans dans un lit qui pend, accroché aux pierres. « Les autres? reprend la mère, prisonnière encore des décombres. Ne voyez-vous pas le berceau? »

« Du diable si j'y vois quelque chose ! » pense le chef de la voie, en équilibre sur les débris. Tous craignent d'écraser les petits corps. L'auxiliaire soulève un matelas. Une fillette dort profondément, le visage contre le sommier. « On en tient deux, annonce le père. – Mais le bébé? reprend la voix de la femme. – Zizou? Je ne sais pas où elle est. »

Enfin, une main minuscule est repérée dans un fouillis de linge. On soulève le berceau retourné. Celle-là aussi est endormie, comme seuls dorment les tout-petits.

La pittoresque « Cité des Wagons »

Le 1003 et le 1004 passent, précédés de cheminots dont les lanternes sondent la voie. Les trains ne prendront que peu à peu de la vitesse. Le premier atteindra Oran avec 107 minutes de retard; le second entrera en gare d'Alger 274 minutes après l'heure normale. Le chef de gare du Barrage secoue le plâtre de son pyjama. Il assurera son service, ce jour-là, dans cette tenue, faute d'autres vêtements.

L'auto du chef de la voie, retournant vers Orléansville, s'arrête en gare de Pontéba, où plusieurs Européens et des cantonniers musulmans ont été tués dans leur sommeil. Le soleil n'est pas encore levé, et déjà le rail fourmille de vie. On repère les déformations des voies, les dégâts échelonnés sur 18 kilomètres. Les cheminots parent au plus pressé pour qu'affluent sans retard, du réseau, personnel et matériel; pour que viennent, de toute l'Algérie, de France, de l'étranger, des aides, des secours.

Le chef de district serre la main au chef de gare de Pontéba, qui vaque à son service au milieu des ruines et des morts.

– Ça va?

– Ça va.

Le séisme du 9 septembre 1954 fit 1 600 morts et 5 000 blessés dans la vallée du Chélif. Tous les ouvrages d'art et les bâtiments publics furent endommagés ou détruits, ainsi que 65 000 maisons.

La guerre ne devait pas tarder à accumuler d'autres ruines. Elle n'empêcha pas les ingénieurs de rechercher des

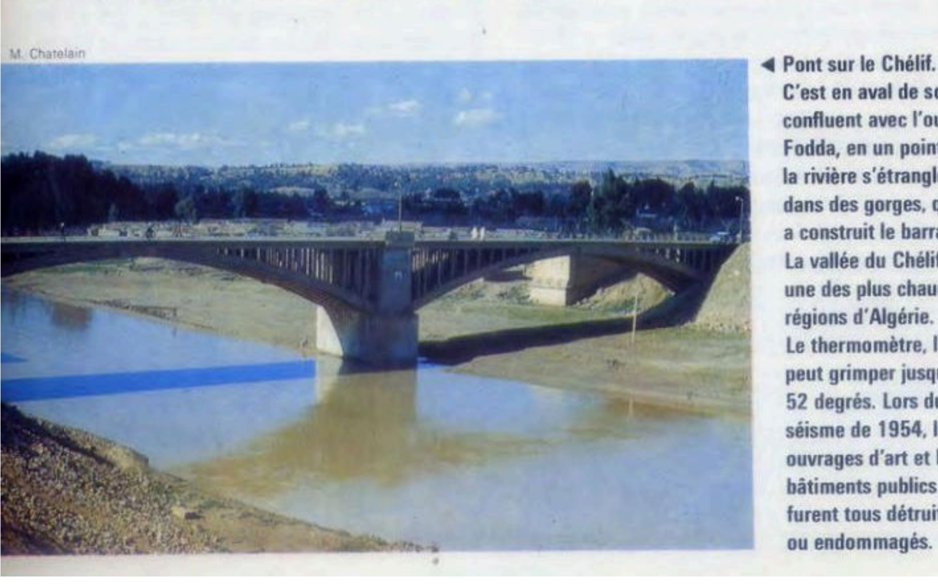
Mangin/Atlas-Photo

formules nouvelles pour la reconstruction de cette région exposée aux tremblements de terre. L'énorme effort de solidarité qui se porta vers Orléansville fut suivi d'études et de travaux visant à assurer à la vallée du Chélif le maximum de sécurité.

Comme on ne peut tout faire à la fois, beaucoup de familles vécurent un certain temps sous la tente. « La cuisine en plein air, c'est bien ! Ça nous connaît », disaient courageusement les femmes.

On utilisa des wagons de voyageurs et de marchandises, pour loger « provisoirement » les cheminots. C'était chaud, peu confortable ; mais on retrouvait un toit, des pièces en enfilade. Pittoresque « Cité des Wagons » ! Elle était encore habitée un an plus tard. Il n'y a, dit-on, que le provisoire qui dure.

M. Chatelain



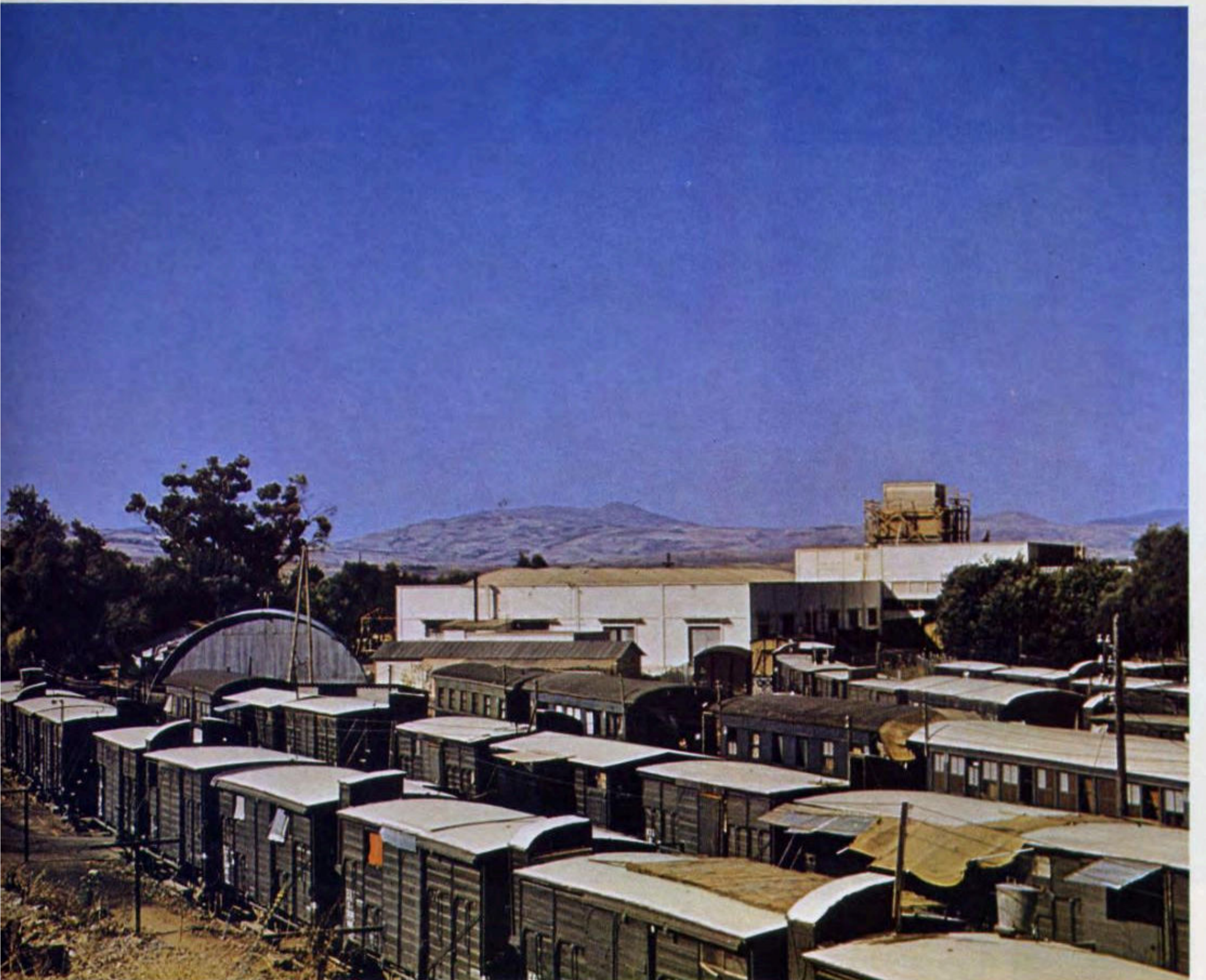
◀ **Pont sur le Chélif. C'est en aval de son confluent avec l'oued Fodda, en un point où la rivière s'étrangle dans des gorges, qu'on a construit le barrage. La vallée du Chélif est une des plus chaudes régions d'Algérie. Le thermomètre, l'été, peut grimper jusqu'à 52 degrés. Lors du séisme de 1954, les ouvrages d'art et les bâtiments publics furent tous détruits ou endommagés.**

Des villages neufs furent édifiés à la place des gourbis anciens. Initiative intéressante : les futurs propriétaires travaillaient à la construction de leurs maisons, logements avec cour clôturée — ainsi l'exigeait la tradition musulmane — et terrain permettant des agrandissements ultérieurs. Le nombre de ces maisons bien comprises s'élevait à près de dix mille au début de 1958. On érigea en communes plusieurs villages nouveaux.

Quant aux cheminots, ils poursuivaient leur tâche, de plus en plus difficile. 1958... 1959... Que de mines le long des voies ! Que de balles traversant les tôles ! On évitait de préciser le nombre des morts et des blessés parmi les hommes du rail. Eux-mêmes, sombres, inquiets, parlaient peu. Une voiture blindée ouvrait la voie chaque matin sur les parcours les plus dangereux et l'escorte militaire occupait l'une des voitures.

Quelquefois, au bas d'un talus, il y avait une locomotive couchée sur le flanc ; des wagons noircis.

Se trouvait-on, alors, être l'unique femme d'un train ? On décrochait des succès auprès de la population. Je revois ▶



Marguerite Sy

La « Cité des Wagons », à Orléansville. Pittoresque mais bien peu confortable, surtout l'été, en raison de la chaleur. On y logea les cheminots et leurs familles après le tremblement de terre de 1954. C'était du provisoire. Mais un provisoire qui devait durer plus d'un an.

il ne s'agit plus seulement de colmater des failles. Le pays tout entier craque

tel dédale sinistre – nid à guets-apens – dans le Constantinois. Nous avancions si lentement qu'un bon marcheur eût pu nous suivre. Quelques hommes au regard sauvage, quelques femmes, nous suivirent des yeux. Il y eut des saluts de la main. On alla même jusqu'au sourire.

En draisine jaune d'or...

« L'atmosphère s'est alourdie », m'écrivait-on d'Orléansville. Et encore : « Nous ne colmatons plus les crevasses d'un séisme. On ne s'alarme plus d'une secousse ondulatoire ou verticale. C'est pire. Le pays tout entier craque. Bien malin celui qui déterminerait l' « épicentre », comme disent les géologues, le point d'où les secousses sont parties, la cause véritable de la catastrophe. »

Un contrôleur récemment blessé s'assit un moment en face de moi, au cours d'un trajet où les voyageurs étaient ce qui manquait le plus. On le sentait las, moralement plus que physiquement. Je lui parlai d'Orléansville, et son visage se détendit : « Ah ! oui. Les environs surtout. Je me suis baladé par là en draisine jaune d'or, ces draisines réglées comme des trains. Nous contrôlions des réparations. Les cantonniers étaient des amis : Français d'origine, ou Espagnols, ou musulmans. Tous des braves types. Avez-vous remarqué leurs chapeaux, ces formidables chapeaux pointus, au large bord, en paille de couleur ?... Les avez-vous vus lever la gargoulette et boire à la régalade sans perdre une goutte d'eau ? On s'entendait bien, on se rendait service. Qui a pourri tout ça ? »

Il se leva pour prendre congé et reprit : « Je pense quelquefois aux camarades qui marchaient devant le 1003 et le 1004 avec une lanterne. Ça bougeait encore de temps en temps. On n'était sûr ni du terrain ni de la voie ; mais les trains, les vies, on en répondait. Elles se confiaient à nous, ces vies, comme vous aujourd'hui, qui êtes là bien tranquille. Beaucoup d'hommes s'occupent de notre train, en ce moment même. Ils font ce qu'ils peuvent, chacun à sa place : tous ils font ce qu'ils doivent faire. D'ailleurs, un cheminot qui n'aurait pas le souci de son devoir, ce ne serait plus un cheminot. » H

Marguerite SY

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : *Maurice Dumoncel*
Directeur des périodiques : *Georges Mazoyer*

Directeur : *Yves Courrière*	Dessinateur : *John Batchelor*
Conseiller auprès de la Direction : *Général Beaufre*	Fabrication : *Roger Brimeur*
Rédacteur en chef : *Jean Fontugne*	Secrétariat de la rédaction : *Brigitte Le Pelley Fonteny*
Adjoints : *Jacques Kohlmann* *Marie Elbe*	Adjoint : *Charles Meyer*
Chef service photo : *François Wittmann*	Directeur de la promotion : *Jacques Jourquin*
Directeur des publications Historia : *Christian Melchior-Bonnet*	Assistantes : *Chantal de Pinsun* *Françoise Rose*
Administration : *Christian Clerc*	Relations publiques : *Claude Bénédick*
Maquettiste : *Claude Rebélo*	Abonnements : *Jean-Loup Pellé*

RÉDACTION-ADMINISTRATION :
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e. **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Publio Rét. 581.
Prix de vente au numéro : France, 3 F. – Belgique, 30 FB. Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES. - Tél. 47-69-29.
CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070-BRUXELLES CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE (janvier 1959)

FRANCE ET COMMUNAUTÉ

3 : ordonnance sur la Haute Cour de justice.
6 : conseil des ministres (association des travailleurs aux entreprises, scolarité de 6 à 16 ans).
7 : accords de coopération franco-afghans et franco-guinéens.
8 : prise de fonctions du général de Gaulle et départ du président Coty.
8 : désigné comme premier ministre, Michel Debré forme le gouvernement qui obtient l'approbation de l'Assemblée nationale par 453 voix contre 56, le 16 janvier.
14-15 : le premier ministre italien Fanfani en visite à Paris.
20 : crédit de 200 millions de dollars ouvert par les banques américaines pour la stabilisation du franc.

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT

5 : Dag Hammarskjoeld au Caire.
13 : mesures de clémence en Algérie.
15 : accord financier entre la Grande-Bretagne et la R.A.U.
25 : scission au sein de l'Istiqlal.

AMÉRIQUE

1er : fuite du dictateur cubain Batista.
3 : l'Alaska devient le 49e État des États-Unis.
Formation d'un gouvernement révolutionnaire à Cuba.
7 : Washington reconnaît le nouveau gouvernement cubain.
8 : Fidel Castro entre à La Havane.
Accord d'aide américaine à la Yougoslavie.
31 : Washington refuse de rétablir des relations diplomatiques avec le gouvernement hongrois.

ASIE

3 : accord d'aide soviétique à l'Indonésie.
6 : ouverture d'un crédit de l'Allemagne fédérale à l'Inde.
8-26 : visite du maréchal Tito en Birmanie, à Ceylan et en Inde.
16 : ultimatum soviétique à l'Iran au sujet du projet d'accord militaire avec les États-Unis.
16 : prêt chinois à long terme à l'Albanie.
20 : visite de Ho Chi Minh à Pékin.

EUROPE

2 : lancement d'un satellite vers la Lune par l'U.R.S.S.
3-5 : graves émeutes au Congo belge : 71 morts à Léopoldville.
10 : Khrouchtchev propose aux Occidentaux un traité de paix avec les deux États allemands.
12 : Willy Brandt réélu bourgmestre de Berlin.
26 : rupture de l'unité d'action entre les socialistes et les communistes italiens.

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



LE PLAN CHALLE : L'A.L.N. DÉSEMPARÉE

Sommaire

- **Le plan Challe**

Lors d'un voyage en Algérie, le 9 février, le premier ministre, Michel Debré, marque son impatience devant le manque de résultats spectaculaires sur le terrain. La métropole semble même maintenant se désintéresser de l'Afrique du Nord. Le plan Challe retourne la situation...

- **Du djebel à Pékin**

Au cours de l'opération « Couronne », un membre important de l'Armée de libération nationale sera capturé. Remis entre les mains d'officiers de la guerre psychologique, ces derniers le chargeront d'une mission bien précise... Il se retrouvera à Pékin.

- **Le retour du légionnaire**

Après deux ans passés dans les rangs de l'Armée de libération nationale, un légionnaire estime que sa mission de renseignements est terminée. Certains chefs fellaghas commencent d'ailleurs à le soupçonner... Sa décision est prise, il rejoint son unité... pour repartir en opérations.

- **Les quatre colonels**

L'action psychologique des services du colonel Godard a largement « intoxiqué » l'A.L.N. Des purges sanglantes se succèdent, décapitent le commandemem. Les colonels des wilayas décident alors de se réunir pour étudier la situation et tenter d'arrêter l'effusion de sang...

L'Écho d'Oran
FONDÉ EN 1844
LE PLUS FORT TIRAGE ET LA PLUS FORTE VENTE DE L'AFRIQUE DU NORD
VENDREDI 9 JANVIER 1959
N° 31.367
L'ECHO DE L'ORANIE — DIRECTEUR GÉNÉRAL Pierre LAFFONT — L'ECHO DU CHELIF

A L'APOGÉE D'UNE VIE TOUT ENTIÈRE CONSACRÉE A LA FRANCE
LE GÉNÉRAL DE GAULLE « PREMIER DES FRANÇAIS » EST DEVENU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE



Le chef de l'Etat a aussitôt désigné M. Debré comme Premier ministre

PARIS, 8 janvier (De nos collaborateurs particuliers : Jean PERRET et Charly FINALTERI).

EN PAGE 10
NOTRE REPORTAGE
TELEPHOTO
SUR LA JOURNEE
D'HIER A PARIS

SUITE PAGE 3
(DE GAULLE A L'ELYSEE)



LE PRESIDENT DE GAULLE DANS SON ALLOCUTION :

Dans la nouvelle Communauté une place de choix est destinée à l'Algérie de demain

SUITE PAGE 3
(NOUVELLE COMMUNAUTE)

L'ÉTAT... C'EST NOUS





M. René Coty au Président de la République :

« LE PEUPLE DE FRANCE A RETROUVÉ AUTOUR DE VOUS SON UNITÉ PROFONDE »,

OFFICIELLEMENT DESIGNÉ PAR LE PRESIDENT DE GAULLE

M. DEBRÉ A CONSTITUÉ SON GOUVERNEMENT

Mlle SID CARA DEVIENT SECRETAIRE D'ETAT

En page 3 : la constitution du nouveau gouvernement

UN BON DÉPART

Maurice COMBAUT